



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 22 mars 2019**

PROCÈS-VERBAL

Monsieur le Président

Veuillez prendre place.

Monsieur le Président déclare la séance du Conseil de Métropole du 22 mars 2019 ouverte.

Monsieur le Président

Je vais demander à Mademoiselle BODKIN de faire l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Madame Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Avant de procéder aux affaires classiques de l'ordre du jour, je voudrais recevoir officiellement l'équipe de tambourin de Cournonterral qui a un parcours remarquable et qui nous fait l'honneur d'être présente ce soir. Donc je vais leur demander de bien vouloir me rejoindre à la tribune. Je demanderais au Vice-Président chargé des Sports et Traditions, Jean-Luc MEISSONNIER, Maire de Baillargues, et Thierry BREYSSE, Vice-Président, Maire de Cournonterral, de nous rejoindre aussi.

Je voudrais souhaiter la bienvenue à Nicolas TERME, Gauthier VIDAL, Clément CASTELBOU, Quentin GUILLERM, Mickaël LÉVIS et Nicolas ESTIMBRE, Président du Club de Tambourin Cournonterral-Fabrègues.

Le tambourin a ici une grande histoire. C'est une des composantes de notre identité occitane. Une composante qui depuis 2012 est inscrite à l'inventaire du patrimoine culturel immatériel en France. Le tambourin n'est pas un sport comme les autres. Il fait partie de notre iconographie familiale. Il plonge ses racines dans les heures les plus illustres de notre histoire puisqu'il est un dérivé du Jeu de Paume dont nous connaissons tout au moins une salle, celle où fut prêté à Paris le fameux serment en juin 1789 dit serment du Jeu de paume.

Je voudrais avoir une pensée ici pour feu mon ami Max ROUQUETTE, le grand auteur occitan, franco-occitan, avec qui j'ai passé de nombreux après-midi lorsque j'étais Conseiller Général et dont j'ai écouté l'une des plus belles conférences qu'il ait faites sur le tambourin au Foyer Rural de Saint-Martin-de-Londres, quand il expliquait les racines de ce sport, quand il expliquait aussi l'évolution des règles dans le temps puisque les règles du tambourin ont évolué peu à peu avec les âges.

Je voudrais aussi avoir une pensée pour un des grands noms du tambourin local, que le Maire de Saint Georges d'Orques connaissait bien et que Jean-Pierre MOURE connaissait bien aussi, Paulou BELLAS, le forgeron de Saint Georges d'Orques, qui était un des grands initiateurs du tambourin ici au sein de Montpellier Méditerranée Métropole et dans le Département de l'Hérault.

Le tambourin, c'est Cournonsec, Cournonterral, Le Causse-de-la-Selle, Gignac, Montarnaud. Ce sont toutes ces grandes places où la place du village était érigée comme jeu de balle au tambourin. C'est aussi l'endroit où se retrouvent les générations. C'est plus qu'un sport. C'est une carte d'identité, le tambourin. Il faut bien comprendre ça.

Je vais passer sur les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole. Je vais arriver à l'essentiel.

Ainsi, pour la troisième fois de son histoire, l'équipe de Cournonterral-Fabrègues est devenue championne d'Europe des clubs en salle au Portugal en janvier dans la ville de Moita au sud de Lisbonne. L'équipe de Cournonterral, quelle équipe ! Quel dirigeant ! Quels joueurs ! Et quel public !

Nicolas TERME, vous avez 38 ans. Dirigeant du club, Directeur sportif. Vous êtes Vice-Président de la Fédération Française du Jeu de Balle au Tambourin.

Gauthier VIDAL, vous approchez également la quarantaine. Vous êtes non seulement joueur, mais également entraîneur de cette équipe championne. Vous êtes à l'origine de cette belle aventure sportive. Avant d'être triple champion d'Europe, vous avez été triple champion de France. Vous avez été aussi le sélectionneur de l'équipe de France Championne du Monde en 2017.

Clément CASTELBOU, à peine plus de 30 ans, ce troisième titre de Champion d'Europe complète vos trois titres de Champion de France et votre titre de Champion du Monde en 2017.

Quentin GUILLERM, vous avez 26 ans. Une fois Champion d'Europe en Équipe de France en 2015. Et avec ce titre de 2019, trois fois Champion d'Europe en club, mais aussi trois fois Champion de France et Capitaine de cette équipe Championne du Monde en 2017.

Enfin le benjamin, non pas enfin parce qu'il faut ajouter le Capitaine qui a été oublié de la liste. Donc, je vais avoir pour vous des mots différents. Je le dis pour mes services. Quand on remet des médailles, il faut contrôler. Et ça, c'est le Président d'association qui parle, ce n'est pas le politique. Il faut contrôler le texte et les personnes qui sont présentes. C'est un détail, mais qui a son importance. Tout est important.

Donc le benjamin, Mickaël LÉVIS a 20 ans. Depuis 2017, les titres s'enchaînent : Champion du Monde, trois fois Champion de France et donc pour la troisième fois Champion d'Europe.

Et enfin, je terminerai par le Capitaine de l'équipe, Nicolas ESTIMBRE, qui a amené cette équipe au plus haut niveau, au plus haut niveau français, national et international. Donc je voudrais au nom de la Métropole, au nom du Conseil et des 31 Maires ici rassemblés, vous faire Citoyen d'Honneur de Montpellier Méditerranée Métropole, vous remercier pour l'éclat que vous donnez à ce sport et à notre territoire et à ses traditions. Je dis « sport et traditions » parce que le tambourin, c'est exactement cela. Ce sont les deux choses qui se conjuguent. Bravo et merci à vous.

Je vais donner deux minutes la parole à Jean-Luc MEISSONNIER puis à Thierry BREYSSE, Maire de Cournonterral, puis au Capitaine de l'équipe.

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER

Oui merci, Philippe. Bien sûr c'est toujours un moment important de féliciter les équipes qui sont soutenues par la Métropole puis les équipes qui allient sport et traditions, comme la course camarguaise, comme les joutes même si on n'est pas pour le moment inscrit dans ce soutien-là. La course camarguaise et le tambourin sont des sports bien sûr qui sont reconnus. Mais c'est aussi une culture, des traditions. Donc, défendre notre identité et la défendre au plus haut niveau, c'est toujours quelque chose de fantastique. Donc une nouvelle fois, félicitations ! Et au moins, on sait là où va l'argent de la Métropole. Et au moins, on a un retour sur investissement. Je vous remercie.

Monsieur Thierry BREYSSE

Merci. Je voulais aussi préciser au Président, Philippe SAUREL, et aux Conseillers métropolitains ici présents, que le stade du jeu de tambourin de Cournonterral s'appelle Max ROUQUETTE. Je l'avais choisi à l'époque parce qu'on l'avait inauguré. On a un magnifique stade en terre battue. Le plus important est cette équipe, cette association remarquable présidée par Nicolas ESTIMBRE. Coprésidée, c'est un travail collectif.

Ce sont des hommes généreux, loyaux qui ont des idéaux et qui transmettent leur qualité. À travers la commune, je voudrais les remercier parce qu'ils sont vraiment exceptionnels. Vous symbolisez le monde associatif cournonterralais. Et je suis ravi que vous soyez là aujourd'hui et qu'on vous honore. Vous le méritez cent fois. Merci beaucoup pour ce que vous faites.

Monsieur le Président
Capitaine.

Monsieur Nicolas ESTIMBRE

Bonsoir à tous ! Donc en tant que représentant du tambourin Club Cournonterralais, on souhaite remercier Monsieur Philippe SAUREL, Montpellier Méditerranée Métropole, de nous mettre à l'honneur. On est effectivement très honoré de recevoir cette médaille. Le tambourin, ce sont les grands noms que vous avez cités et qui évoquent notre terrain. Notre club de tambourin à Cournonterral a 40 ans avec de grosses familles de Cournonterral, de Cournonsec, qui ont présidé, qui ont fait vivre le tambourin dans notre commune. C'est un sport qui fait partie de la culture locale, mais aussi de la culture de la Métropole et de notre Département. Et il se développe de plus en plus depuis quelques années en salle avec le tambourin *indoor*. Donc c'est une aventure qui a débuté il y a une dizaine d'années avec essentiellement les quaranténaires. Et on a gravi les échelons au fur et à mesure pour aujourd'hui voir émerger des pépites comme Micka, 20 ans, qui arrive à être Champion d'Europe et accéder au plus haut niveau et porter au plus haut les couleurs de Cournonterral, de notre village et de la Métropole Capitale Sport. Donc merci pour votre mise à l'honneur. Merci beaucoup.

Juste un instant, Monsieur le Capitaine, donc Quentin GUILLERM, de l'équipe de cette année, va remettre à Monsieur SAUREL un maillot de l'équipe championne d'Europe.

Monsieur Thierry BREYSSE

Je rappelle que le Président SAUREL et Jean-Luc MEISSONNIER ont joué au tambourin sur le stade de tambourin de Cournonterral en 2014. Ils avaient été excellents.

Monsieur le Président

Est-ce que vous avez offert les livres s'il vous plaît ? Il s'agit d'un petit bouquin qui est celui de la Métropole Citoyenne du Monde.

Intervention hors micro

Je rappelle que le tambourin est joué en France, mais pas seulement en France. Il est joué au Portugal. Il est joué en Italie, surtout en Italie. En fait il faut savoir que dans les provinces de l'Italie du Nord, il est un langage local qui ressemble de très près à l'occitan. C'est la même origine. Et c'est dans ce secteur-là que se pratique le tambourin. Peu de gens le savent. Merci à vous et merci pour ce très beau cadeau.

Avant de procéder à l'ordre du jour, je voudrais vous faire part d'un certain nombre d'informations qui intéressent le Conseil de Métropole.

D'abord, je voudrais féliciter le BLMA, les filles du club de basket qui évoluent en première division, qui hier soir ont battu Gérone de 3 points en demi-finale de la Coupe d'Europe, et qui bientôt joueront le match retour. Et je voudrais dire aux dirigeants du BLMA que si le gymnase de Lattes dans lequel elles évoluent s'avérait trop petit pour recevoir une compétition de cette importance, nous serions prêts à étudier une autre solution qui pourrait être beaucoup plus adaptée à l'importance de cette manifestation. Le Palais des sports De Coubertin est fait pour le basket. Il pourrait très bien répondre à cette question. Mais encore une fois, cela peut se discuter et j'en parlerai avec le Président, Franck MANNA. En tout cas, je les félicite parce que c'est historique. Déjà au stade où elles en sont, c'est déjà un exploit formidable. Mais aller en finale et gagner la finale alors là, cela vaudrait bien très largement le balcon de l'Opéra.

Deuxième information : Cela s'adresse aux riverains de la rue du Docteur Roux. Je le dis ici en Conseil de Métropole, car la voirie, l'assainissement et l'eau sont des compétences métropolitaines. Et je voudrais dire que nous avons trouvé une solution à ce problème qui date d'une quinzaine d'années. La rue du Docteur Roux sépare le boulevard Bouisson Bertrand et le lit du Verdanson. C'était un bien dont on ne connaissait pas le propriétaire. L'État a fait les démarches nécessaires pour le déclarer bien vacant et sans maître. Et la Métropole a pu se rendre propriétaire de l'espace public et donc pourra faire les travaux incessamment sur à la fois l'eau et l'assainissement. C'est une bonne nouvelle pour ce dossier qui est un dossier qui a largement 15 à 20 ans.

Madame J. FRÊCHE sort de séance.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 22 MARS 2019

Monsieur le Président

L'ordre du jour comportait initialement 77 affaires. Je vous propose de retirer l'affaire n°31 qui doit subir quelques modifications dans sa rédaction. L'ordre du jour porterait donc 77 affaires moins une, 76 affaires.

Si personne ne demande la parole, je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour ainsi modifié et adopté à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES CONSEILS DE MÉTROPOLE DU 31 JANVIER ET DU 21 FÉVRIER 2019

Monsieur JL COUSQUER entre en séance.

Monsieur le Président

Vous avez reçu les procès-verbaux du 31 janvier et du 21 février 2019. Avez-vous des observations à formuler sur leurs rédactions ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, les procès-verbaux du 31 janvier et du 21 février 2019 sont adoptés à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez également pris connaissance de la synthèse des décisions prises depuis le dernier Conseil.

Le Conseil prend acte de la synthèse des décisions.

AFFAIRE N° 1 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY 5^{ÈME} LIGNE – BILAN DE LA CONCERTATION – APPROBATION

Mmes A. BRISSAUD, J. FRÊCHE, et MH. SANTARELLI entrent en séance.

*Mme L. ACQUIER entre en séance, le pouvoir accordé à Mme M. DRAY-FITOUSSI est annulé.
M. R. YOUSSEUS sort de séance.*

Monsieur le Président

Nous abordons la première affaire du Conseil. Il s'agit de l'approbation du bilan de la concertation préalable à la modification du tracé de la 5^e ligne de tramway en vue de l'obtention d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) modificative et d'approuver le tracé modifié. Je vais donner la parole au Vice-Président, Jean-Pierre RICO.

Vous connaissez cette affaire depuis longtemps. Nous avons longuement parlé. Il s'agit aujourd'hui d'acter les modifications qui ont été réalisées dans la DUP initiale qui je le rappelle va de Clapiers jusqu'à Lavérune. Et le segment, dont il est question et qui a subi les modifications dues à la concertation publique et aux propositions des habitants et des citoyens, intéresse le segment compris entre la place du 8 mai et le rond-point Paul Fajon. Jean-Pierre RICO.

Monsieur Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, chers collègues. Dans le cadre de la délibération d'avril 2018 relative au bilan intermédiaire de la concertation préalable à la révision du tracé de la Ligne 5, ce bilan intermédiaire a confirmé le passage par la rue Lepic et la traversée de l'EAI, tracé conforme à la DUP initiale.

Au-delà, la concertation mise en œuvre a permis également d'identifier deux scénarios préférentiels entre l'EAI et le carrefour Lavandins-Lavérune. L'un empruntait la rue des Chasseurs puis la route de Lavérune et l'autre la rue des Lavandins.

Ce bilan intermédiaire a également précisé que le passage par le boulevard Paul Valéry, puis l'avenue de Vanières, n'assurerait que partiellement la desserte du quartier Ovalie. Il a donc été demandé de poursuivre le tracé par le boulevard Paul Valéry au-delà de l'avenue de Vanières pour a minima maintenir la desserte du quartier Ovalie et améliorer la desserte du quartier Val de Croze, quartier prioritaire de la politique de la Ville. Il a donc été proposé de revoir le périmètre de la modification du tracé et par conséquent sur la concertation pour le fixer entre la rue des Chasseurs et le rond-point Paul Fajon et ainsi poursuivre la concertation.

Les nombreux échanges organisés avec les habitants lors des différentes réunions de concertation ont permis de retenir un tracé préférentiel qui emprunte la rue des Chasseurs, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, l'avenue du XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle jusqu'au rond-point Paul Fajon. Ce tracé répond ainsi aux objectifs de la Ligne 5 tout en préservant le Parc Montcalm et l'étend au plus près des quartiers prioritaires.

Ce tracé et les insertions liées à ce tracé proposé ne font pas de débat. En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan de la concertation préalable à la modification du tracé de la Ligne 5 du tramway.
- approuver le tracé modifié qui empreinte la rue des Chasseurs, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, l'avenue du XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle jusqu'au rond-point Paul Fajon ;
- approuver le programme du tracé modifié ;
- approuver les insertions proposées ;
- et dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Qui demande la parole ? Madame CASSAR, Monsieur le Maire de Jacou. Madame CASSAR.

Madame Michelle CASSAR

Merci, Monsieur le Président. Bien évidemment nous serons d'accord pour voter sur ce bilan de la concertation. Par contre, je voulais souligner quelques points. À savoir que les Maires de l'Ouest se sont rencontrés à midi. J'entends par « Maires de l'Ouest » des communes de l'Ouest, le Maire de Saussan, le Maire de Lavérune, le Maire de Saint Georges d'Orques, le Maire de Pignan. Nous avons invité aussi le Maire de Cournonterral, le Maire de Cournonsec qui n'ont pas voulu ou pas pu souhaiter s'associer à nous. Nous avons donc discuté. Et tous les propos que je vais vous rapporter ce soir bien sûr sont soutenus par ces Maires, par ces élus.

Tout d'abord, je vous ai écrit Monsieur le Président en février pour vous demander d'organiser une réunion publique sur l'Ouest, sur le secteur de l'Ouest de Montpellier. Vous dites dans ce rapport que les associations ont souhaité voir le projet avancer rapidement. Il n'y a pas que les associations. Il y a bien évidemment tous les citoyens de l'Ouest. Nous arrivons aujourd'hui à une situation qui n'est plus vivable surtout que d'autres constructions sont en cours notamment sur Cournonterral. Et tous ces véhicules, ces flots de véhicules, il va falloir tout absorber. On nous a fait des propositions lors de réunions qui se sont tenues en Mairie, donc avec le Vice-Président, Jean-Pierre RICO. Le Directeur de la TaM aussi était présent.

Des solutions provisoires existent peut-être et notamment, comme on en a encore discuté à midi avec Roger CAIZERGUES :

- de mettre deux fois deux voies entre le rond-point Septimanie et le rond-point Gennevaux, en indiquant la direction Montpellier-Pignan, supprimer une voie et faire un Bus à Haut Niveau de Service qui pourrait déboucher sur le rond-point avec un feu pour laisser effectivement passer, parce que le but du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) est qu'il puisse circuler. Donc, c'est une possibilité.

- L'autre possibilité était de rouvrir cette voie du Portail Vert en reconstruisant le petit pont au-dessus de La Mosson qui avait été à l'époque malheureusement détruit. Ce qui pourrait effectivement réduire le flot de véhicules sur ce passage à double voie en direction Gennevaux. Donc nous avons des tas de solutions provisoires, des solutions qui semblaient être actées puisque vous en avez fait part lors de Conférences de Maires, me semble-t-il. Mais c'est vrai que comme les associations qui souhaitent voir avancer ce projet rapidement, autant les élus que les citoyens de l'Ouest, nous sommes aussi un peu pressés d'avoir des solutions rapides à mettre en œuvre. Ça devient vraiment urgent. C'est une demande importante. Et je pense que cette réunion publique que vous pourriez mener, Monsieur le Président, serait une bonne chose parce qu'au moins tout le monde entendrait la même chose. C'est vrai que sur ce tracé de la Ligne 5, on entend un peu tout et n'importe quoi. Moi, j'ai une petite interpellation sur l'article que vous aviez fait sur cette ligne Clapiers-Lavérune où vous mettiez que le trajet a minima serait au rond-point Gennevaux. Donc j'avais un petit doute sur le rond-point Gennevaux et le rond-point de la Septimanie. Tout cela, le fait est que si vous faisiez, si vous organisiez une réunion publique, Monsieur le Président, vous pourriez nous rassurer tous. Merci.

Monsieur le Président

Je vais vous répondre Madame CASSAR. J'ai déjà présidé six ou sept réunions publiques où il y avait 800 personnes.

Madame Michelle CASSAR

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Elles se sont faites la plupart du temps au siège de la Métropole parce que la Ligne 5 de tramway intéresse de Clapiers jusqu'à Lavérune. Et c'est un projet métropolitain financé à 80 % par la Métropole. Et d'ailleurs, il y a beaucoup de gens de chez vous qui sont venus, qui ont posé des questions à la fois de Pignan et à la fois de Lavérune aussi. Et j'ai répondu à ces questions.

Je rappelle aussi que le rond-point Gennevaux est une des clés du fonctionnement du contournement Ouest et de la Ligne 5. Nous poserons la première pierre avant la fin de l'année puisque l'État nous a donné la maîtrise d'ouvrage, nous a permis d'avoir la maîtrise d'ouvrage comme je m'y suis engagé avec vous puisque nous l'avons voté à l'unanimité en Conférence des Maires. Ensuite, sur les transports en sites propres ou les cadencements des bus, ça, c'est une chose qu'on peut discuter vous et moi avec la TaM et Abdi EL KANDOUSSI. J'y suis favorable. Et je vous remercie de votre engagement au service des citoyens métropolitains. Monsieur le Maire de Jacou.

Monsieur Renaud CALVAT

Oui, merci, Monsieur le Président. Je ne m'exprimerai pas sur les évolutions du tracé à Montpellier. C'est aux élus de Montpellier de le faire et la délibération que vous nous proposez ce soir concerne des modifications intramontpelliéraines même si les modifications de tracé dans Montpellier impactent les finances de la Métropole, donc l'ensemble des habitants des 31 communes de la Métropole. Je souhaiterais Monsieur le Président avec Éric PENSO, le Maire de Clapiers, attirer votre attention sur le phasage que vous nous aviez présenté ou que nous avons pu lire un dans la presse ces derniers jours sur le début de la Ligne 5 du tramway. A priori, les premiers travaux de la Ligne 5 partiraient du rond-point d'Agropolis. C'est ce que nous avons lu dans la presse. Alors, vous allez certainement nous rassurer. Pour nous, c'est une erreur parce que l'on connaît tous la situation du rond-point Agropolis. Il n'est pas possible au rond-point Agropolis de faire un parking de délestage. Donc même si on comprend avec Monsieur le Maire de Clapiers la complexité d'aller jusqu'au terminus prévu initialement, c'est-à-dire à la médiathèque de Clapiers, le rond-point de Girac nous paraît pleinement adapté parce que ce rond-point de Girac permettrait non seulement à Clapierois d'être desservi, mais aussi aux habitants de Jacou, aux habitants de Prades, de Montferrier. L'ensemble des habitants pourrait rejoindre soit par navette soit voiture le terminus du tramway à Girac et ensuite rejoindre Montpellier. C'est aussi utile pour les habitants de Montpellier. Cela ferait beaucoup moins de voitures qui entreraient dans le Nord de la ville. Et c'est utile pour tout le monde. Donc je souhaiterais avec Monsieur le Maire de Clapiers, mais je suis certain que le Maire de Prades partage cet avis, qu'au moins le rond-point de Girac soit intégré à la première phase des travaux. C'est-à-dire que dans la première phase des travaux de la Ligne 5 du tramway, cela ne soit pas uniquement intramontpelliéraines, mais qu'on traverse le Lez et qu'on aille jusqu'au rond-point de Girac.

Monsieur le Président

C'est ce qui est prévu, Monsieur le Maire de Jacou. Nous commençons les travaux. Il faut bien mettre en phase en termes de circulation. J'ai d'ailleurs fait tout à l'heure une conférence de presse avec les services techniques pour expliquer. Tout d'abord, nous allons commencer les travaux sur le segment nord comme nous nous y étions engagés. Les premiers qui vont être députés, ce sont ceux par la rue du Docteur Pezet parce qu'il y a des problèmes d'élargissement de voirie. Il y a des problèmes hydrauliques. Il y a toute une série de problèmes qui doivent être résolus avant de poser les rails. Même chose pour la place de la voie Domitienne devant Paul Valéry. Même chose pour la route de Mende là où il y a les travaux de l'Atrium avec la ComUE qui doivent être combinés avec la création du tram et le réglage des trams hydrauliques et des ruisseaux souterrains, notamment le Chambéry qui s'écoule en sous-sol en dessous de la route de Mende. Et nous l'avons bien entendu prévu jusqu'à Girac avec un ouvrage d'art qui passe sur le Lez et qui est estimé à 400 M€.

Monsieur Renaud CALVAT

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Mais La Gazette n'est pas l'organe officiel qui porte ma parole.

Monsieur Renaud CALVAT

Nous aurions adoré l'entendre en direct, Monsieur le Président. Mais je ne doute pas un seul instant de votre parole. Vous venez de l'annoncer ici. Donc, les travaux se feront en même temps. C'est très à la mode.

Monsieur le Président

On le fera à la suite. C'est le segment.

Monsieur Renaud CALVAT

Les marchés publics seront votés sur l'ensemble de Girac jusqu'à Gennevaux.

Monsieur le Président

C'est le segment Nord qui commence à être attaqué par les travaux qui concernent notamment les travaux hydrauliques et les dévoiements des grands tuyaux qui desservent l'eau potable et qu'il faut totalement rénover puisqu'un d'entre eux date de 1930. Donc avant de mettre...

Oui Monsieur GRAND, si vous me faites ça toute la... C'est très impoli. Vous faites cela au Sénat ? Vous faites ça comme ça.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Je vous ai vu. Je vais vous donner la parole.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Comment je sais que vous m'avez vu ?

Monsieur le Président

Ah oui ! C'est vrai qu'il faut que je dise à chaque fois que je vous ai vu.

Il y a deux énormes tuyaux d'approvisionnement en eau qui viennent de la station Arago sur la route de Mende. Et ces deux gros tuyaux qui ont un nom particulier doivent être déviés avant de poser les rails. Donc on a beaucoup de travail en infrastructure, mais assez peu de travaux en termes d'acquisitions foncières sur le sujet. Monsieur GRAND.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président. Oui, je voudrais quand même rappeler qu'à chaque fois que nous construisons une ligne de tramway, il y a d'énormes travaux de génie civil à faire. Il y a des réseaux anciens qui sont changés. Il y a des règles très précises qui s'imposent sous la plate-forme du tramway pour qu'il n'y ait aucun problème hydraulique et autres. Donc je veux dire, je veux bien qu'à chaque fois vous expliquiez qu'il faut faire ceci. Mais c'est tout le temps. A chaque fois que l'on construit une ligne de tramway, c'est comme ça que ça se passe. Et ça se passait comme ça. Mais par contre ce qui ne se passait pas comme ça, c'est qu'en 4 ans on faisait une ligne de tramway. Là, on aura fait le tracé en 6 ans. Moi, je vous fais une proposition, Monsieur le Président. C'est de ne pas commencer les travaux. Pourquoi ? Parce que visiblement le Maire de Jacou vient de l'exprimer. D'autres Maires l'expriment. Les riverains visiblement ont encore quelques interrogations. Les associations que vous avez choyées, pas assez visiblement, sont toujours très interrogatives. Donc peut-être je crois qu'il faudrait que cela relève de la prochaine Assemblée, puisque vous avez dit que les travaux commenceraient en fin d'année, donc à quelques mois ou quelques semaines du renouvellement de notre Assemblée. Peut-être conviendrait-il compte tenu de l'énorme retard qui a été pris, plus de 6 ans, je vous propose de différer ces travaux de manière à ce que fort d'une nouvelle légitimité, que cela soit vous ou un autre, la nouvelle Assemblée puisse reprendre, regarder ce dossier, faire quelques ajustements et repartir sur le bon pied.

Monsieur le Président

Il propose de repousser le tramway.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Parce que franchement Monsieur le Président, je vous le dis et je vous le redis, 6 ans pour lancer un projet qui a débuté dans l'ancien mandat, c'est quelque chose d'assez inhabituel.

Monsieur le Président

Donc si j'ai bien compris, vous proposez de repousser encore la construction du tramway. Écoutez, je crois que cela fera plaisir à tous les Montpelliérains et tous les habitants de la Métropole. D'ailleurs, je propose à Abdi EL KANDOUSSI de tout de suite faire un *tweet* pour expliquer au public votre proposition. Je crois qu'elle est frappée du coin du bon sens. D'ailleurs, je remarque qu'en ce moment sur les transports cela ne va pas très fort. Sur les transports, vous n'allez pas très fort en ce moment. J'ai ici les propos que vous avez tenus au Sénat. Et j'ai vu que Madame BORNE, Ministre des Transports, vous a très gentiment remis en place.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Vous permettez que je vous dise un mot là-dessus ?

Monsieur le Président

On n'est pas au Sénat, Monsieur GRAND. On n'est pas au Sénat. Allez-y, Monsieur GRAND.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, au Sénat, j'ai demandé quelque chose qui était logique. Le Gouvernement considérerait que ces études ne devaient pas se faire. Donc cela m'a agacé. Il s'agissait de la ligne à grande vitesse. Je me permets de vous le rappeler. Je demandais qu'on ait les mêmes traitements que dans d'autres Régions, qu'on inscrive en lettres d'or le tracé Montpellier-Perpignan. On m'a dit que c'était déjà fait. J'ai dit qu'on pouvait le refaire parce que c'était le texte sur la loi mobilité. Donc si on ne le refait pas, pourquoi faire une loi mobilité. Donc vous ne m'en voudrez pas quand même d'avoir enfoncé le clou sur la ligne à grande vitesse. Je l'ai expliqué. On m'a dit que cela a été fait pour le Paris-Turin. Bien sûr, il est commencé le Lyon-Turin. Il est commencé. Nous, ce n'est pas commencé. On voudrait en savoir plus sur les délais, sur les financements. On n'a pas la réponse. Donc il est un peu normal qu'un élu de la République, qu'un Parlementaire de l'Hérault et qu'un élu de l'Agglomération de Montpellier et plus exactement de la Métropole pose cette question. Donc si vous trouvez cela choquant, vous serez souvent choqué parce que le débat n'est pas fini et je vais continuer.

Monsieur le Président

Ce n'est pas un clou que vous avez enfoncé, Monsieur GRAND. C'est une porte ouverte. Monsieur ROUILLEAULT.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Là-dessus, franchement, je ne vous comprendrais jamais.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président, mes chers collègues.

Monsieur le Président

Puis Monsieur EL KANDOUSSI.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Je voudrais juste rappeler que moi par contre, je suis tout à fait déçu par la proposition qui est faite par le Sénateur GRAND de retarder encore la construction de la Ligne 5 et rappeler les propos qu'il a tenus ici même et qui sont enregistrés comme tous nos Conseils de Métropole pour expliquer que pour les Castelnaudviens le fait que le tram arrive à Clapiers était quelque chose de très important pour désengorger.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

On n'y arrivera pas.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Il faut un début à tout. Enfin les choses commencent. Je critique le retard. Ce n'est pas une raison pour faire un deuxième retard. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur ROUILLEAULT. Alors Monsieur le Maire de Lavérune puis Monsieur EL KANDOUSSI.

Monsieur Roger CAIZERGUES

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais intervenir. Je suis ravi pour le démarrage de Gennevaux que nous attendons depuis pas mal de temps. Je renouvelle ma demande de savoir et de connaître un plan d'aménagement et notamment tout ce qui concerne les bretelles qui vont être construites et qui vont effectivement impacter les circulations d'ailleurs dans tous les sens, vers Montpellier, mais aussi vers Saint Jean de Védas, Juvignac et Lavérune. Donc cela me semblerait important puisqu'effectivement les travaux vont commencer, qu'on puisse éventuellement avoir connaissance d'un plan et éventuellement apporter, si je puis dire, notre connaissance du secteur, des lieux et des flux qui existent déjà et qui vont exister sur cet aménagement.

Le deuxième point : c'est de demander aussi ce qui va se passer sur la Ligne 5. C'est-à-dire qu'effectivement, des autorisations de programme ont été votées au dernier Conseil de Métropole. Mais effectivement derrière, quels seront les aménagements que vont comporter cette Ligne 5 de tramway sur la partie Ville de Montpellier, les pistes cyclables ? Enfin tous ces aménagements qu'il nous semblent aussi importants de connaître.

Et le dernier point : Monsieur le Président, je vous ai demandé un entretien pour la partie plus particulièrement entre Gennevaux et Septimanie où j'ai des propositions à vous faire qui ne sont pas nécessairement celles d'un tramway, mais d'une possibilité de déplacement à haut niveau de service. Je souhaite que vous puissiez me rencontrer. Je suis à votre disposition pour parler de cette partie-là plus particulièrement liée à la commune de Lavérune, mais qui va concerner la totalité aussi de Montpellier Ouest et de la Métropole. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Je note que sur la partie qui concerne Gennevaux-Lavérune, vous émettez l'hypothèse d'installer un BHNS et non pas l'extension de la ligne de tram.

Monsieur Roger CAIZERGUES

En fait, c'est de proposer une navette. J'aimerais bien qu'on puisse en discuter.

Monsieur le Président

Mais je vous donne rendez-vous séance tenante. Monsieur EL KANDOUSSI.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI

Monsieur le Président, chers collègues, deux petits éléments.

Monsieur le Président

Approchez-vous bien du micro. Non, mais approchez le micro.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI

Deux petits éléments pour le Sénateur Jean-Pierre GRAND.

D'abord lui dire que je le trouvais dynamique, compétent au Sénat. Mais j'ai trouvé son collègue Jean BEL je crois, qui est Sénateur des P.O. beaucoup plus dynamique que vous sur la ligne TGV. Vous devriez vous inspirer de votre collègue du Sénat des Pyrénées-Orientales qui a fait une très belle intervention au Sénat. Il a défendu la ligne TGV et qui n'a pas été renvoyé dans les cordes par Elisabeth BORNE, lui.

Deuxièmement, vous tapez sur Élisabeth BORNE, Ministre des Transports. Et on vous voit sur les réseaux sociaux lorsque vous êtes à Paris soutenir le Président ça, c'est très bien, tant mieux pour vous, et également soutenir les ministres. Alors, je ne comprends plus rien, Monsieur le Président. Un coup, il est avec les ministres de la République en Marche. Un coup, il est avec les sénateurs de la République en Marche. Un coup, il leur tape dessus. On ne comprend plus rien. Monsieur le Sénateur, ressaisissez-vous.

Monsieur Renaud CALVAT

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Attendez Monsieur CALVAT. Monsieur CALVAT.

Monsieur Abdi EL KANDOUSI

Il y a des bruits bizarres qui arrivent de ma gauche. Pour moi à gauche normalement tout va bien, mais là, je ne sais pas. De ma droite, quand même. Je ne connais que la gauche moi, Monsieur le Maire de Jacou.

Monsieur Renaud CALVAT

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT, vous pouvez...

Monsieur Abdi EL KANDOUSI

Il saute comme un cabri.

Monsieur le Président

Vous pouvez accepter que Monsieur EL KANDOUSI ait des idées et les exprime.

Monsieur Renaud CALVAT

Il a tout à fait le droit de changer aussi !

Monsieur Abdi EL KANDOUSI

Je vous le rappellerai au Conseil Départemental, Monsieur le Maire. Ne vous inquiétez pas pour moi, je ne dors pas. Je ne dors pas. Et je ne me disperse pas contrairement à vous. J'ai une colonne vertébrale.

Monsieur le Président

Écoutez, on ne va pas se battre.

Monsieur Renaud CALVAT

Propos hors micro.

Monsieur le Président

On ne va pas faire un débat entre Conseillers Généraux. Vous ferez le débat dans l'hémicycle du Conseil Départemental de l'Hérault. Si personne ne demande encore la parole...

Monsieur Abdi EL KANDOUSI

J'ai demandé le budget au Département. J'ai oublié de le dire.

Monsieur le Président

Oui.

Monsieur Abdi EL KANDOUSI

J'ai demandé le budget pendant que certains se font représenter et vote contre le budget.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Vous ne pouvez pas arrêter. On est où là ?

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI

Monsieur le Sénateur. Mon Sénateur préféré est, Monsieur Jean BEL Pyrénées-Orientales.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés. Je vous remercie. Franchement, cela me fait plaisir.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenu : M. Éric PETIT.

**AFFAIRE N° 2 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY
5^{ÈME} LIGNE – CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC LA RÉGIE
DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE POUR LE
DÉVOIEMENT ET LE RENOUVELLEMENT DES CANALISATIONS D'EAU
POTABLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. NAVARRE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 2 : tramway 5^e Ligne, convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour le dévoiement et le renouvellement des canalisations d'eau. C'est ce que je vous disais à l'instant. Qui demande des précisions ?

Une information : il y a eu une erreur matérielle dans le dossier dans le dernier paragraphe. Dans le projet de délibération, il est indiqué : « *Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage* ». Il s'agit bien comme indiqué dans le titre de convention de « *co-maîtrise d'ouvrage* ». C'est une erreur qui s'est glissée dans le dossier. Je la rectifie à l'instant.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 14 voix.

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY

AFFAIRE N° 3 : LOGEMENT – APPROBATION DU DOCUMENT-CADRE DES ORIENTATIONS DE LA CONFÉRENCE INTERCOMMUNALE DU LOGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Mme P. MIRALLES entre en séance, le pouvoir accordé à M. F. ABERT est annulé.

Monsieur le Président

Affaire 3 : affaire très importante, approbation du Document Cadre des orientations de la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole que nous vous avons présidée, coprésidée avec vous, Monsieur le Vice-Président Maire de Cournonterral et avec Monsieur Pierre POUËSSEL, Préfet de l'Hérault. La parole est à Thierry BREYSSE.

Monsieur Thierry BREYSSE

Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues comme vous le savez depuis la loi ALUR 2014 (renforcée par la loi Égalité Citoyenneté en 2017, puis la loi ELAN en novembre 2018), les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et les Métropoles à travers les Conférences Intercommunales du Logement (CIL) ont pour mission :

- de définir la politique intercommunale d'attribution des logements au sein du parc locatif social ;
- de développer la mixité sociale ;
- de favoriser la coopération entre les bailleurs et les réservataires ;
- et d'améliorer la transparence du dispositif pour les demandeurs.

L'objectif de cette réforme est d'améliorer l'équité territoriale en matière d'attribution afin de permettre l'accès au logement social aux ménages modestes sur tout le territoire sans fragiliser pour autant l'équilibre social de ce parc. Pour cela une bonne connaissance du parc social ainsi qu'une coordination des acteurs d'attribution sont nécessaires à l'échelle métropolitaine. Ce travail relève de la Conférence Intercommunale du Logement appelé CIL.

Pour rappel la CIL a été installée le 30 juin 2016. Elle est coprésidée par le Préfet, le Président de la Métropole Philippe SAUREL. Elle rassemble trois collègues :

- les Maires des communes et le Président du Conseil Départemental ;
- les bailleurs sociaux ;
- et les réservataires du territoire : les associations des locataires et les organismes d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement.

Elle a pour mission de mettre en place à l'échelle métropolitaine une politique de gestion des attributions des logements sociaux au service d'une stratégie de développement de l'offre locative sociale dans un contexte de fortes tensions. En effet, nous faisons face à une forte pression de la demande sur le territoire métropolitain avec sept demandes et demie pour une attribution sur l'ensemble de la Métropole. Mais Montpellier, c'est neuf demandes pour une attribution. Parfois pour certaines communes, ce sont 15 demandes comme Clapiers, comme Lattes, comme Lavérune, comme Prades-Le-Lez, Pérols ou encore Saint Georges d'Orques. Toutes les communes, vous savez, de la Métropole fort heureusement sont dotées de logements sociaux même si 80 % sont situés à Montpellier avec un tiers du parc situé en quartiers prioritaires de la politique de la Ville.

Dans ce contexte, nous devons approuver un Document Cadre, la CIL, qui fixe les orientations pour ce qui concerne la politique d'attribution des logements sociaux. J'attire votre attention sur le fait qu'aujourd'hui, il ne s'agit pas de statuer sur des mesures concrètes telles que :

- la cotation des demandes, le *scoring* ;
- les lieux d'accueil des demandeurs ;
- l'information qui leur est due ;
- la répartition des publics prioritaires par bailleur.

Aujourd'hui, tous ces dossiers-là seront définis au fil des mois en fonction des orientations que l'on va aujourd'hui présenter. Ainsi, on vous propose trois orientations qui ont été présentées en décembre et en janvier en Conférences des Maires, donc deux fois, et adoptées en séance plénière de la CIL le 29 janvier dernier :

- Première orientation : Organiser un accueil plus équilibré des populations à l'échelle métropolitaine de manière concertée avec tous les partenaires. Donc on va essayer de mettre en place les outils nécessaires pour répondre à l'obligation légale. C'est une obligation de consacrer 25 % des baux signés hors quartiers prioritaires de la politique de la Ville, en faveur des ménages du premier quartile et/ou bien des personnes à reloger dans le cadre des opérations de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Pour cela une charte des bonnes pratiques des conditions d'attribution sera mise en place avec les bailleurs. Et la concertation entre les acteurs sera renforcée sur les secteurs identifiés comme fragiles.

- Deuxième orientation : Faciliter les parcours résidentiels des ménages prioritaires, des ménages relogés dans le cadre de l'ANRU et des ménages en situation de mutation. Il s'agit de mettre en œuvre l'obligation légale encore une fois de ces trois lois pour chaque réservataire et bailleurs sociaux, et de consacrer au moins 25 %, et c'est nouveau, de rétribution aux ménages reconnus prioritaires.

Pour cela les modalités d'identification des publics prioritaires seront précisées et mieux diffusées. Certaines priorités seront renforcées. Je me souviens qu'en Commission, on avait parlé justement des demandeurs en situation de handicap ou les demandes de mutation. On va probablement mettre en place en ayant recours à une Commission partenariale pour ces dossiers complexes, pour les personnes âgées ou en difficultés. Donc, on a écouté les élus, les Maires de la Métropole.

- Troisième orientation : C'est accompagner la politique d'attribution en travaillant sur l'attractivité du parc et du cadre de vie. Cela renvoie naturellement aux dispositions de notre nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) en matière de propositions de logements qui ont été présentées remarquablement bien par Noël SEGURA et appellent une communication positive sur le logement, sur le logement social. Cela renvoie également aux mesures qui sont actuellement à l'étude dans le cadre de l'élaboration de la convention à intervenir avec l'ANRU, Madame YAGUE connaît bien le dossier, d'ici la fin de l'année pour rénover en profondeur des quartiers de la Mosson et des Cévennes, ainsi qu'aux mesures déjà prévues par le contrat de Ville court jusqu'en 2020.

Ainsi, il s'agit aujourd'hui au travers de l'approbation du Document Cadre de la CIL de nous mettre en conformité avec les nouvelles obligations, initiatives, sur l'attribution des logements sociaux et de poser les bases d'un travail de concertation qui se traduira dans la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) et aussi dans le Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des demandeurs (PPGDID) qu'on devra adopter au fil des réunions d'ici l'automne.

J'en ai terminé, Monsieur le Président. s'il y a des questions sur le dossier qui est très important. Je rappelle aussi que la voix des Maires est prépondérante en Commission d'Attribution du logement. C'est important de le préciser. Et cela rassure beaucoup de Maires de notre Métropole.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur CALVAT.

Monsieur Renaud CALVAT

Merci, Monsieur le Président. Je souhaiterais avoir une précision, s'il vous plaît, qui concerne justement cette obligation de 25 % pour les publics les plus fragiles et prioritaires. Je pense que nous partageons tous cet effort-là. Je souhaiterais que vous me rassuriez sur un point. Cette obligation restera à respecter par commune et non pas à l'échelle de la Métropole ?

Monsieur le Président

Chaque commune devra respecter cette obligation légale. Il y aura bien sûr une vision métropolitaine. Mais encore une fois la Métropole va nous aider pour compléter notre action.

Monsieur Renaud CALVAT

Comprenez le sens de ma question. C'est une question de mathématique et de pourcentage. Est-ce que nous devons avoir 25 % de publics prioritaires à l'échelle de la Métropole ? C'est-à-dire que s'il y en a 50 % à Montpellier et que dans les communes, on a besoin que de 10 % ou est-ce que c'est 25 % dans chaque commune ? Je pense que Monsieur le Maire de Montpellier n'est pas forcément en désaccord avec moi sur cette question-là.

Monsieur le Président

C'est la loi. C'est la règle.

Monsieur Renaud CALVAT

C'est exactement la même discussion qu'on a pu avoir par exemple il y a quelques mois sur l'aire d'accueil des gens du voyage. Est-ce qu'à un moment donné on calcule l'obligation à l'échelle de la Métropole ou est-ce que l'obligation reste encore à l'échelle de la commune ? Je préférerais qu'elle reste à l'échelle de la commune pour qu'on puisse justement nous tous participer au nécessaire effort d'accueil des populations en grande difficulté.

Monsieur le Président

S'il n'y a pas suffisamment de publics prioritaires intracommunaux bien sûr, ils seront exercés sur d'autres attributions, d'autres publics prioritaires. C'est le travail de solidarité qui est mis en place et qui est prioritaire. Bien sûr, je crois que les Maires en Commission d'Attribution auront une voix prépondérante et pourront exercer leur voix pour essayer d'attribuer aux publics prioritaires de leur commune bien entendu. Madame CASSAR.

Madame Michelle CASSAR

Sur ce premier quartile, parce que j'ai eu le cas justement pour une attribution d'un bailleur social, normalement, les 25 % pour le premier quartile s'appliquent à l'opération sur la commune. À savoir que si effectivement nous, communes, on n'a pas de personnes qui entrent dans ce premier quartile à proposer, évidemment, le bailleur social va puiser dans le fichier Départemental. Mais sinon, c'est par opération sur la commune.

Monsieur le Président

Oui.

Madame Michelle CASSAR

C'est ça.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 4 : FINANCES – TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES POUR 2019 – ADOPTION

Mme C. NAVARRE entre en séance.

Mme T. DASYLVA sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. P. KRZYZANSKI.

Monsieur le Président

Affaire 4 : Il s'agit du taux d'imposition des taxes directes pour 2019. La parole est à Max LEVITA.

Monsieur Max LEVITA

Merci Monsieur le Président, mes chers collègues. Donc en un mot, vous n'y touchez pas, aux taux d'imposition. Ils restent identiques en 2019. C'est une politique que vous avez mise en place, Monsieur le Président, dès 2014.

Alors, je rappelle les taux :

- la cotisation foncière des entreprises est à 36,58 % ;
- la taxe d'habitation à 12,08 % ;
- la taxe sur le foncier bâti à 0,167 % ;
- et la taxe sur le foncier non bâti à 5,69 %.

Permettez-moi simplement de vous indiquer que nous avons reçu les notifications de la Direction Départementale des Finances Publiques. Et Monsieur le Président, c'est l'occasion pour moi, pour nous, de féliciter le Directeur Général et sa Direction des Finances parce que les prévisions du Budget Primitif (BP) 2019, elles étaient à 188,70 M€, et les notifications, avec les taux que vous allez j'espère voter, seront à 188,80 M€, auxquels s'ajoute la compensation pour la nouvelle exonération de la cotisation foncière des entreprises (CFE) de 2.5M€.

Et pour la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), c'est autre chose. On y reviendra tout à l'heure.

Donc simplement un point, dans la mesure où, bien que nous laissions les taux inchangés, la facture pour nos concitoyens va augmenter de 2,2 %. Le problème a été : est-ce que nous pourrions envisager de baisser ?... alors les réponses font que non, nous n'envisageons pas de fermer...

Monsieur le Président

Dis pourquoi cela augmente de 2,2 %.

Monsieur Max LEVITA

2,2 %, vous avez l'augmentation des bases qui sont fixées par l'INSEE d'après la loi. Donc les impôts vont bien augmenter de 2,2 %.

On n'y a pas touché pour deux raisons :

- Première raison : Je vous rappelle que la taxe d'habitation nous rapporte 85,98 M€.

Le foncier bâti nous rapporte 1 M€. Donc la question ne se pose pas. Le foncier bâti, on n'a aucun intérêt à y toucher.

La taxe d'habitation, c'est une taxe qui va disparaître en 2020. À l'heure actuelle, on ferait surtout un cadeau à l'État.

Comme il nous a infligé quand même une amende de 165 M€ au cours des cinq dernières années, ce n'est peut-être pas le moment.

Deuxièmement, la taxe va disparaître et donc nous ne savons absolument pas ce qui se passera en 2021. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas touché aux taux.

Donc je vous rappelle les taux que je vous propose, sont inchangés :

- 36,58 % pour la cotisation foncière des entreprises (CFE) ;
- 12,08 % pour la taxe d'habitation ;
- 0,167 % pour le foncier bâti ;
- 5,69 % pour le foncier non bâti.

Monsieur le Président

0 % d'augmentation des taux, engagement tenu. Qui demande la parole ? Monsieur GRAND.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Avant toute polémique, je veux vous dire que, bien naturellement, je voterai les taux puisqu'il s'agit des recettes.

Donc on ne peut pas priver la Métropole de recettes. Mais Monsieur le Président, je voudrais dire que je rejoins partiellement les propos de notre collègue Max LEVITA. Sur la taxe d'habitation, je le suis avec les + 2,2 % puisqu'on ne sait pas exactement comment cela va se passer. Je crois que si cela n'est pas compensé, il ne faut pas prendre le risque. Je suis d'accord.

En revanche sur le foncier bâti, là, par contre, je suis tout à fait opposé. Pourquoi ? Parce que je veux dire à part d'être aveugle, tout le monde a vu la publicité, la communication à la fois du Maire de Montpellier, du Président de la Métropole sur les 0 %. Tous les gens de Montpellier ont compris bien sûr 0 % d'augmentation des impôts locaux. C'est en fait 0 % d'augmentation des taux, sans compter les 2,2 % qui vont se rajouter plus la taxe GEMAPI. Cela fait qu'on sera à un peu plus que 2,2 %. Donc Monsieur le Président, comme nous l'avons fait à Castelnau, et j'y reviendrai tout à l'heure, je propose qu'on baisse au moins le foncier bâti de 2,2 % de manière à arriver à un 0 % réel. Et là, on pourra dire qu'on n'augmente pas les impôts. Parce que quand nos concitoyens, à la fois ceux de Montpellier et ceux de la Métropole, mais ceux de Montpellier sur deux colonnes (la colonne Ville et la colonne Métropole). Les gens lisent les feuilles d'impôts. Quand ils regarderont, ils verront quoi ? Ils verront une augmentation. Vous pourrez raconter tout ce que vous voulez, ils verront une augmentation. À ce moment-là naturellement, nous rappellerons ce débat. Donc qu'est-ce qui se passe, Monsieur le Président ? Je crois qu'il faut être aujourd'hui un des points forts. J'ai vu, Monsieur le Président, tout à l'heure le *shoot* que vous avez mis au Gouvernement et aux députés de la République en Marche sur les Gilets jaunes. Là, vous les avez satellisés. Mais le problème du pouvoir d'achat commence là aussi. Le pouvoir d'achat, c'est aussi la fiscalité locale. Et la fiscalité locale et le pouvoir d'achat sont un des points forts qui ressortent de toutes les études vis-à-vis des revendications légitimes d'un certain nombre de concitoyens dont les Gilets jaunes, mais pas que. Voilà pourquoi aujourd'hui, je m'étonne que vous ayez à la fois les yeux de chimère pour les Gilets jaunes et vous venez de l'exprimer avec une force franchement qui est arrivée à Paris avant même que nous soyons rentrés dans cette salle puis votre comportement comme élu local qui augmente la fiscalité, accepte que la fiscalité augmente.

Monsieur le Président

Gardez-en un peu pour la campagne.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Donc je voulais vous dire que dans cette affaire, il faut un comportement vertueux.

Monsieur le Président

Pour la vertu, on compte sur vous.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

La Métropole peut le faire. La Métropole doit le faire. J'y reviendrai à ce moment-là, mais en matière de fiscalité à Castelnau, nous avons, depuis des années et des années, laissé égal les taux et diminuer les taux en dessous. Je vous parle depuis plus de 15 ans. Donc je n'ai pas de leçon à recevoir sur ce point-là. Je comprends que des petites communes ne puissent pas le faire. Et naturellement les petites communes qui ne peuvent pas le faire, il ne faut pas leur en vouloir. Monsieur le Président sur cette affaire, il conviendrait là aussi que vous changiez de braquet. Il est important. Alors, on ne l'a pas encore voté donc vous pouvez le faire.

Enfin, je voudrais dire parce que Max LEVITA l'autre jour s'est défendu d'un schéma, d'un *slide*, où on montrait qu'à Castelnau nos recettes avaient augmenté et qu'à Montpellier, elles stagnaient. Je ne vais pas le faire là, mais je me suis intéressé à la stagnation des recettes à Montpellier alors que la population augmente, alors qu'on nous dit que les entreprises arrivent, et cætera. J'ai la réponse. Je ne la donnerai pas là chez Max parce que c'est technique.

Intervention hors micro

Si allez-y ! On ne comprend rien du tout.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Ça que tu ne comprends pas, tout le monde l'a compris.

Monsieur le Président

Allez, terminez.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Max, le problème qui se pose, c'est que souvent les impôts sont déclaratifs. Dans la fiscalité que nous percevons, qui était dans les courbes, il y a naturellement un certain nombre de recettes fiscales. Et le recouvrement plus exactement de l'état déclaratif s'ils ne sont pas contrôlés, et je sais très bien que ce n'est pas facile à faire parce que j'ai l'expérience de cela à une échelle plus petite, mais je connais ça, je sais très bien qu'il y a beaucoup de recettes qui passent à l'as et qui in fine année après année représentent des sommes considérables. Alors, il y a des recettes ponctuelles. Mais, il y a des recettes beaucoup plus pérennes et ça naturellement, c'est un énorme travail que nos collectivités aujourd'hui doivent assumer. Avant, l'État le faisait de façon sectorielle et il le faisait bien parce qu'ils avaient des fonctionnaires pour le faire. Mais l'État ne le fait plus aujourd'hui ou s'il le fait, il le fait moins bien qu'il ne le faisait. Et naturellement, cela se ressent dans de grandes collectivités comme Montpellier et d'autres. Donc, je ne mets pas cela sous la responsabilité du Maire spécialement ou du Président, mais c'est un constat que nous faisons. Donc ce constat, je ne le mets au débit de personne. Mais je voudrais que dans les communes où nous avons les moyens pour des tas de raisons de faire tous ces contrôles, je ne voudrais pas qu'on soit pénalisé moralement par rapport à ceux qui ne peuvent pas le faire. Donc Monsieur le Président si vous voulez vraiment 0 % en augmentation de la fiscalité, vous avez les moyens politiques et techniques de le faire.

Intervention hors micro

Vous aviez raison, on n'a rien compris. Ce n'est pas grave.

Monsieur le Président

Alors Monsieur PASTOR puis je répondrai deux mots à Monsieur GRAND parce qu'on ne va pas s'éterniser là-dessus. Cela fait déjà 10 fois qu'on l'entend.

Monsieur Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, cher Max. Avec 2,2 % d'augmentation de l'INSEE, quelle est l'augmentation de la masse liée à l'enrichissement de la Métropole ?

Monsieur Max LEVITA

C'est le problème qui nous oppose à l'heure actuelle à la Direction Départementale.

Monsieur Gilbert PASTOR

On ne le sait pas.

Monsieur Max LEVITA

Si, on sait. On suit l'évolution de la base physique. Contrairement à ce que dit le Sénateur, ce n'est pas du tout un impôt déclaratif. Où est-ce qu'il a inventé ça ? Ce n'est pas déclaratif là...

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, laissez parler Monsieur LEVITA. Vous avez eu droit largement à la parole.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Continue.

Monsieur Max LEVITA

Nous sommes d'accord. Mais sur les piscines, la Direction Départementale s'en est occupée. On a les piscines.

Monsieur le Président

Laissez finir Monsieur LEVITA.

Monsieur Max LEVITA

Il y a des piscines qui nous échappent. Donc à l'heure actuelle, le problème qu'on a et qu'on a signalé au Directeur Départemental des Finances Publiques comme nous l'avons déclaré au Ministre, c'est notre augmentation physique des bases. Alors à Castelnau, elle est de 15 %.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Mais je vais dire pourquoi.

Monsieur Max LEVITA

Il peut baisser de 2,2 %, car il en a les moyens. Il se trouve que nous, elle n'augmente pas. Notre évolution à l'heure actuelle est inférieure. Ce n'est pas du tout un jugement de valeur. Mais elle est inférieure à celle de Béziers. Elle est inférieure à celle de Sète. Cela nous pose un tout petit problème que nous avons signalé. Là, on n'a pas de moyens. C'est pour cela que le taux, on en a tenu compte dans la prévision sur la taxe d'habitation, mais on passe de 85 à 86 M€. Si vous voulez pousser, vous direz que nous sommes assez déçus parce que ce n'est pas 86 M€ qu'on devrait avoir. C'est au moins 88 ou 89 M€. Mais l'évolution n'est pas confortée. On sait combien de logements sont construits. À ma connaissance, il n'y a pas de logements détruits par centaines si vous voulez. Donc là, on a un réel problème. Alors sur la remarque du Sénateur, le foncier bâti rapporte 1 M€. Donc je veux bien baisser de 2 %, car cela fait 20 000 €. Ce n'est pas un problème. Mais cela n'a aucun sens politique. Aujourd'hui, il y a un véritable problème. D'ailleurs, nous pensons que dans un avenir plus ou moins proche, les finances seront bientôt à la charge de la Métropole (d'aller les chercher et de les ramasser). Pour le moment, c'est une mesure sur laquelle nous n'avons aucune possibilité d'action. D'ailleurs, je vais vous dire. Il y a 4 ou 5 ans à la Ville de Montpellier, on avait embauché du personnel pour aller chercher les gens qui ne payaient pas la taxe d'habitation.

Alors, la taxe d'habitation, ceux qui ne la payent pas en général ce n'est pas du tout de la fraude. Si on ne vous la demande pas la taxe, vous n'allez pas dire : « excusez-moi, je ne l'ai pas payée ». Je n'y crois pas beaucoup à cela. Donc il y a 4, 5 ans, on a récupéré un certain nombre de contribuables qui ne payaient pas. On a donné les dossiers à la Direction Départementale. On s'est aperçu que ces dossiers n'ont pas été traités ensuite. Donc, on a abandonné notre collaboration. Alors, il y a un vrai problème qui est vraisemblablement dû au fait qu'ils ont perdu beaucoup de fonctionnaires et qu'ils sont passés, ils ont atteint les limites de leurs possibilités.

Monsieur Gilbert PASTOR

Il y a un autre point que je voulais soulever.

Monsieur le Président

Laissez parler Monsieur PASTOR s'il vous plaît.

Monsieur Gilbert PASTOR

Peut-être que nos collègues ne le savent pas, mais je voudrais parler des parcs d'activités. Parce qu'à quoi on assiste actuellement ? Les parcs d'activités de Montpellier n'ont pas connu de grande expansion puisque la politique a été de rapprocher les activités des habitants. Et c'est sorti de Montpellier. Les parcs d'activités sont construits par la Métropole, sont équipés par la Métropole. Et je peux vous rappeler que le foncier bâti des bâtiments des parcs d'activités tombe à la commune et que le taux du foncier bâti de la Métropole est de 0,16 %. C'est vraiment très faible. Alors que dans les communes, c'est loin d'être cela. Donc pour très peu prélever au nom de la Métropole la plus grande partie ce sont souvent des taux sur le foncier bâti de l'ordre de 20, 25 % ou autre et cela va directement à la commune.

Personnellement, je peux le dire parce que j'en ai bénéficié avec Via Domitia et j'ai une augmentation des bases liées à la construction des bâtiments sur Via Domitia lequel a été fait par la Métropole et la Région. Et on récupère le foncier. C'est le cas aussi des parcs d'activités de Castelnau. C'est aussi le cas des parcs d'activités de Saint Jean de Védas, des parcs d'activités de Vendargues où on a investi de l'argent et où les nouvelles entreprises qui viennent rapport beaucoup plus de CFE qui va à la Métropole. Mais en foncier, cela va enrichir la commune. Ce qui peut expliquer un peu pourquoi l'augmentation sur Montpellier est plus faible puisque tout ce côté-là n'y est plus. Cela se fait dans les communes aux abords.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PASTOR. Simplement un point qui est faux sur le 0 %, il y a bien marqué 0 % d'augmentation des taux et pas de l'impôt. C'est le mensonge permanent. C'est la *fake news* en perfusion.

Je mets aux voix l'affaire proposée par Max LEVITA sur la non-augmentation des taux. Pardon, Monsieur MOURE excusez-moi. Désolé.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président et chers collègues. J'ai juste une question, mais Max l'a abordée d'une certaine façon. C'était le point que je voulais évoquer. Je reviens sur cette histoire de taxe d'habitation qui depuis 3 ans, je n'ose pas dire 4 ans, mais depuis 3 ans, nous est mentionnée comme s'évaporant sur le secteur de Montpellier. J'imagine effectivement que techniquement parlant pour aller retrouver les origines de ce delta qui nous manque et qui est important, cela ne doit pas être facile.

Enfin, c'est quand même de la responsabilité de la Direction Générale des Finances Publiques. On n'est pas dans une collectivité dont la connaissance des différents foyers fiscaux est suffisamment facile à contrôler si cette collectivité bien entendu n'a pas beaucoup d'habitants ou autres. Là, on est sur la capitale régionale qu'est Montpellier. Je trouve quand même assez spécieux de la part de l'État depuis 3 ans, si c'est le cas de 3 ans, de ne pas nous donner des réponses ou des pistes parce qu'ils ont quand même une indication à travers les renseignements que vous devez leur fournir de ce qui expliquerait le retard sur tel ou tel secteur de la ville, telle ou telle configuration d'habitant. Je suis étonné pas par la réponse que vous faites. Je la comprends très bien et je la partage. Mais je trouve qu'on ne peut pas se contenter de déplorer que l'État soit aux abonnés absents et ne nous arrose pas des recettes publiques que nous attendons alors même qu'il soit très vindicatif pour récupérer quand il augmente ses propres contributions à l'attention des citoyens. Je crois que c'est quand même un sujet important parce que la taxe d'habitation ramène une enveloppe financière qui n'est pas neutre pour la collectivité, pour celle de Montpellier. Et sans vouloir faire offense aux Biterrois que j'aime bien par ailleurs, le fait de constater le même taux de progression ou de stabilisation sur Montpellier fait que d'entrée de jeu, on se rend compte qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Je tenais à conforter ce que vous avez dit, mais je pense qu'il faut aller plus loin parce qu'en d'autres temps, sur d'autres impositions, on a su quand même en liaison avec les Finances Publiques revenir à la source pour expliquer qu'il y ait une différence que la loi des Finances n'avait pas, en quelque sorte, perçue et qui nous a amenés dans les 15 jours à faire modifier la loi des Finances. Alors, je ne pense pas que cela soit le cas sur Montpellier par rapport aux taxes d'habitation. Mais il y a quelque chose quand même à regarder parce qu'entre les nouveaux produits qui sont liés aux taxes d'aménagement, qui s'appuient sur la déclaration d'un point de vue urbanisme de ce qui correspond à telle ou telle classification de logements, il faudrait quand même qu'ils pensent que cela vaut peut-être la peine. Je ne sais pas si c'est une nécessité de recruter du monde. Mais enfin, il faut qu'on ait une réponse sinon, on nous prend pour des billes.

Monsieur le Président

Monsieur LEVITA.

Monsieur Max LEVITA

La réponse qu'on nous fait :

- c'est 1 : il y a beaucoup d'étudiants. À notre connaissance, il y a un peu plus d'étudiants en 2018 qu'en 2016, mais il n'y en a pas 10 000 de plus.

- Le deuxième point est une augmentation vertigineuse des logements vacants qui est une remarque qui ne coïncide avec aucune observation.

Je ne sais pas. La réponse si vous voulez, c'est qu'on est assez démuni parce que les bases, comme vous le savez, nous sont notifiées par la Direction Départementale. On a un vrai problème parce que l'écart est de plusieurs millions. Donc, je partage votre avis et votre inquiétude.

Monsieur le Président

C'est pour cela que j'ai interpellé le Directeur des Finances Publiques, le DGFIP, ainsi que le Ministre.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

À une période pas forcément ici, mais de façon générale, on parlait audits, contrôles, et cætera, les Commissions, groupe d'investigations. Cela vaut peut-être la peine effectivement d'en demander un de manière très précise avec un échéancier et dans les six mois donner une explication.

Monsieur le Président

C'est-à-dire qu'on ferait un audit sur les services de l'État ?

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Non, on ferait un audit sur les éléments sur lesquels ils se fondent pour appliquer normalement ou anormalement avec beaucoup d'erreurs un impôt qui retombe sur les collectivités locales.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire portée par Max LEVITA. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Abstentions : 3 voix.

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Alex LARUE.

AFFAIRE N° 5 : FINANCES – TAUX D'IMPOSITION DES TAXES D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES (TEOM) POUR 2019 – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 5 : toujours Max LEVITA pour le taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2019.

Monsieur Max LEVITA

Alors là, je propose mes chers collègues comme précédemment de maintenir le taux de la taxe à 11,25 % pour vous indiquer que le produit attendu à taux constant est de 73,20 M€ alors que l'Administration de la Métropole avait prévu 72,80 M€.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité des exprimés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Pierre DUDIEUZERE, M. Alex LARUE.

AFFAIRE N° 6 : CULTURE – ADHÉSION À SITES ET CITÉS REMARQUABLES DE FRANCE, ASSOCIATION DES VILLES ET PAYS D'ART ET D'HISTOIRE ET DES SITES PATRIMONIAUX ET À LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES CITÉS NAPOLEONIENNES – APPROBATION

M. R. YOUSSEUS entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 6 : Monsieur TRAVIER Vice-Président de la Métropole chargé de la Culture. Adhésion à Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux et à la Fédération européenne des cités napoléoniennes. Bernard TRAVIER.

Monsieur Bernard TRAVIER

Oui Monsieur le Président et chers collègues, il y a eu une double demande dans cette délibération :

- La première porte sur notre éventuelle adhésion, si elle est votée, à l'Association Sites et cités remarquables de France dans les domaines de la protection et de la valorisation du patrimoine. D'autre part, je rappelle que la Métropole est engagée dans une démarche de labellisation au titre des Villes et Pays d'art et d'histoire qui doit être normalement poursuivie. Et cela nous permettrait aussi de participer aux échanges d'expériences des collectivités françaises et internationales qui travaillent sur ce sujet. Le montant annuel de l'adhésion à Sites et cités remarquables de France est de 4 800 €.

- Il vous est demandé également d'approuver notre adhésion à la Fédération européenne des cités napoléoniennes. Alors là, c'est une association qui regroupe environ une cinquantaine de villes au travers de toute l'Europe. L'objet statutaire de cette fédération est de rassembler des cités européennes (cites, communes, intercommunalités) dont l'histoire a été marquée par l'influence napoléonienne autour de trois orientations :

- favoriser les échanges ;
- promouvoir et soutenir les actions de conservation ;
- développer les actions d'animation et de valorisation du patrimoine.

Le montant annuel de l'adhésion à l'association est 3 091 €.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur TRAVIER. Qui demande la parole ? Alors Monsieur REVOL puis Monsieur ROUILLEAULT. Monsieur REVOL.

Monsieur René REVOL

Monsieur le Président, Cher Monsieur TRAVIER, je suis favorable à la première partie de cette délibération bien évidemment. Simplement, je trouve cela un petit peu cocasse d'adhérer à cette Fédération européenne des cités napoléoniennes dans laquelle vous avez Valmy, Waterloo, Austerlitz. Et je ne vois pas bien l'intérêt donc, j'aimerais avoir un peu des explications. Je ne suis pas comme vous, Monsieur le Président, un fan de BONAPARTE. Mais chacun ses références.

Monsieur le Président

Je suis un fan de CAMBACÈRES.

Monsieur René REVOL

On est d'accord. Expliquez-moi un petit peu. Expliquez-nous un petit peu qu'est-ce qui justifie l'adhésion à cette Fédération pour ce qui concerne Montpellier. J'ai cru comprendre en lisant que le médecin du père de BONAPARTE était venu à Juvignac. Donc le père de BONAPARTE est passé par Juvignac. Le filon est un petit peu petit. Prenez le temps de répondre parce que c'est anecdotique.

Monsieur le Président

Je vais vous l'expliquer.

Monsieur René REVOL

Je ne vais pas m'opposer à cette délibération parce que la première partie me paraît tellement positive. Simplement sur ce deuxième point, j'aimerais avoir des éclaircissements parce que j'ai été surpris.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL, je vais vous répondre avec plaisir. Monsieur ROUILLEAULT.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Évidemment, il ne s'agit pas d'une délibération aussi importante que des tas d'autres qu'on vient de passer et notamment celles qui concernent le logement. Néanmoins, elle a une portée symbolique. Comme Monsieur REVOL à l'instant, j'approuve la première partie de la délibération proposée, mais j'ai d'extrêmes réserves sur le texte de la deuxième. La deuxième fait référence au mythe napoléonien. Je pense que si on connaît un peu l'histoire et ici on est attaché à l'union entre les peuples d'une part et à la cohésion sociale et territoriale au sein de notre pays, nous devons avoir un jugement nuancé sur NAPOLÉON et BONAPARTE. Le jeune BONAPARTE a défendu la République contre ses ennemis intérieurs et extérieurs et c'est bien. Le Code civil a été quelque chose d'utile dont s'est inspiré d'ailleurs un certain nombre de nos voisins européens. Mais il ne faut pas oublier le *Dos* et le *Tres de mayo* que GOYA a magnifié au Prado. Il ne faut pas oublier Moscou en flamme. Et il ne faut pas oublier la pire des saloperies de NAPOLÉON qui a été la restauration de l'esclavage. Et donc un certain nombre de choses comme ça impliquent d'avoir un regard critique, nuancé et de ne pas avoir à exacerber un mythe napoléonien qui n'existe à mon avis que dans quelques esprits qui n'ont pas fait attention à l'histoire.

Monsieur le Président

J'en entends des conneries. Monsieur le Maire de Beaulieu a demandé la parole.

Monsieur Arnaud MOYNIER

Chers collègues, très rapidement, je trouve cette délibération très intéressante de par les personnes qu'elles apportent qui sont très attachées à l'histoire napoléonienne et à ce pan de l'histoire. Je ne reprendrai pas Monsieur ROUILLEAULT, mais pour la mise à feu de Moscou, rien n'est prouvé que cela soit les armées napoléoniennes qui l'aient fait, si je ne m'abuse.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Ce sont quand même elles qui sont entrées dans Moscou.

Monsieur Arnaud MOYNIER

Ça, c'est la première des choses.

Et la deuxième des choses, je voulais dire que c'est vraiment très intéressant. Moi par exemple sur ma commune, j'avais un général d'Empire qui avait acheté le château de Beaulieu. Il est venu et il a offert des tableaux qu'il avait pris durant sa campagne en Italie. J'espère que nous n'aurons jamais à les restituer. Ils sont magnifiques et nous les avons fait rénover. Quand on regarde l'histoire, il y a toujours une partie noire puis il y a de grandes choses. De NAPOLÉON, peut-être avons-nous ce soir le devoir de retenir ce qu'il y a de grand et de beau et il y a vraiment de très belles choses qui ont été faites pour la France.

Et comme le disait, je crois, le Général DE GAULLE à son sujet : « *Il devait exister* » même s'il a laissé la France un peu plus faible que ce qu'elle n'était après sa défaite à Waterloo. C'est tout ce que j'avais à dire. Merci, Monsieur le Président pour cette délibération. C'est vraiment très bien.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Monsieur MEISSONNIER.

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER

Oui Monsieur le Président et chers collègues, je suis très étonné de l'intervention de Monsieur ROUILLEAULT. Il réécrit l'histoire, surtout sur des choses qui ont fait polémiques, notamment l'incendie de Moscou où comme le disait Arnaud MOYNIER de Beaulieu rien n'est prouvé et surtout la stratégie militaire russe était de brûler pour vraiment affaiblir complètement l'invasion par les armées napoléoniennes de la Russie. Pour moi l'histoire de NAPOLÉON, et je dirais, tout ce qui a pu être décrit et réécrit, il faut aller plus loin. C'est un devoir de mémoire. Et là-dessus, je crois que la délibération qui est proposée ce soir ouvre, je dirais, un peu plus les esprits sur ce qui a été galvaudé pendant de nombreuses années notamment les plus grandes histoires, je dirais, des socles de notre République, des socles de la Révolution française qui ont été après confirmés par d'autres pays européens comme vous avez pu le soulever. Et je m'émeus de voir même Monsieur René REVOL faire un retour sur l'histoire alors que je dirais que ces mouvements politiques Front de gauche ne se regardent pas dans la glace quand il s'agit de détruire des monuments ; que cela soit des monuments qui ont été construits à l'époque napoléonienne notamment. Des Gilets jaunes saccagent tout et notamment des monuments qui sont les références de notre histoire. Je le répète, Monsieur René REVOL. Avant de parler de NAPOLÉON, regardez ce que vous encouragez. Regardez un peu l'économie comment elle est dans ce pays et commencez à regarder quel est l'intérêt de votre démocratie. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Écoutez, on ne va pas réécrire l'histoire. Monsieur REVOL m'a posé une question simple et je vais y répondre simplement. Monsieur REVOL m'a dit : quel est l'intérêt ? Qu'est-ce qui rapproche NAPOLÉON BONAPARTE de Montpellier ? Alors, je vais y répondre. Simplement le père de NAPOLÉON, Charles BONAPARTE est mort à Montpellier. Il a été enseveli à Montpellier sous le Rockstore dans la chapelle où les fondations sont classées. En même temps ici, c'est la terre de CAMBACÉRÈS, vous le savez. Je le répète tout le temps. C'est la terre de CHAPTAL, de tous ceux qui ont fabriqué l'Empire finalement. L'Empire en tant qu'administrateur de l'Empire parce qu'on ne peut pas dire que CAMBACÉRÈS et CHAPTAL étaient des généraux de l'armée napoléonienne. Ce sont des administrateurs de l'État. Et je rappelle aussi que le château de Saint-Drézéry est la seconde demeure de CAMBACÉRÈS. Le parc porte son nom. Et d'autres demeures dans la ville et dans la Métropole marquent cette empreinte.

Contrairement à d'autres villes, nous avons assez peu de symboles qui s'y rapportent de façon précise. C'est l'occasion pour nous de nous inscrire dans un circuit touristique tout simplement qui va nous permettre d'être visualisable au niveau de l'Europe. Après dans un homme politique et dans l'histoire, chaque période a eu ses instants de faiblesse et ses instants de gloire. Quand on parle de la Révolution, on ne parle jamais de ROBESPIERRE. On ne parle jamais de la terreur. Quand on parle de Charles DE GAULLE, on parle rarement de la guerre d'Algérie.

Monsieur Bernard TRAVIER

Et des harkis.

Monsieur le Président

Et des harkis. Donc on peut trouver à tous les hommes politiques qui ont conduit l'histoire du monde des moments de grandeur et des moments de faiblesse. Je dois dire que c'est plutôt un circuit historique et culturel et il faut s'arrêter là.

Monsieur Bernard TRAVIER

D'ailleurs l'objet poursuivi par la Fédération est très clair. C'est historique. Ce sont des rapprochements culturels, des rapprochements touristiques, et cætera. Je reconnais que le texte de la délibération est maladroit. « *Le mythe napoléonien* », je n'aurais pas mis ça parce que cela était la porte ouverte à ce qui vient de m'arriver.

Monsieur le Président

Bien sûr. Quant à l'héritier de BONAPARTE qui s'appelle lui-même Charles BONAPARTE, vous le connaissez Monsieur REVOL puisqu'il a été membre de l'aile gauche du Parti Socialiste. Il a été exclu de la particule par son père, parce que justement il était trop à gauche. On ne va pas se battre sur l'histoire. Monsieur REVOL.

Monsieur René REVOL

Juste un mot pour vous remercier Monsieur le Président ainsi que Bernard TRAVIER de vos précisions que je demandais. Et je demande à Monsieur MEISSONNIER de se calmer, de ne pas chercher à faire des amalgames. Le rôle de porte-flingue n'est pas toujours drôle. Je te demande de t'abstenir.

Monsieur le Président

Nous voulions vous dire que c'est un circuit touristique et culturel. Il faut ramener les choses à la raison. Monsieur ROUILLEAULT, il ne faut pas sauter sur tout ce qui frétille. Vous ne tiendrez pas jusqu'aux élections. Il faut être calme. La politique est de gérer notre temps.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Reprenons la proposition de Bernard TRAVIER d'enlever le « *mythe napoléonien* » de la délibération. Et à ce moment-là, on pourra tous la voter parce que c'est un sujet de cohésion nationale.

Monsieur le Président

Mais oui.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Je voudrais juste dire par exemple que si vous allez à Fort-de-France en Martinique, vous verrez que la statue de Joséphine est en permanence barbouillée depuis des dizaines d'années.

Monsieur le Président

La statue de ?

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Et qu'il est marqué en créole : « Respecte ta Martinique ». Là, il faut avoir un regard nuancé sur NAPOLEON. Donc, enlevons « *mythe napoléonien* » de la délibération et votons ensemble.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT en 1996, je faisais partie de cette Assemblée. Vous n'avez rien dit. Vous n'y étiez pas, c'est vrai. Mais personne n'a rien dit lorsque le premier acte d'abolition de l'esclavage dû à l'Abbé Grégoire n'a pas été fêté par les célébrations nationales dans le registre officiel. Et je m'en suis préoccupé parce que c'est un sujet que je connais parfaitement bien historiquement. On peut dire que sous l'influence de Joséphine DE BEAUHARNAIS, NAPOLEON a rétabli en 1802 l'esclavage. Et après le Sénateur SCHËLCHER l'a retiré. Un sénateur...

Monsieur Bernard TRAVIER

Alsacien.

Monsieur le Président

Et lorsque vous allez aux Antilles, vous remarquerez que l'Abbé Grégoire est fêté. Il ne l'est pas en France. Et ça, c'est une faute de l'État français que j'ai fait remarquer à l'époque à Nicolas SARKOZY qui était le Président en lui demandant d'installer dans les livres d'histoire la vérité sur l'esclavage, la réalité. Chose qu'il n'a pas faite. Mais aujourd'hui puisqu'on est entre nous, on peut le dire. Et grâce à cette discussion collective qui nous permet d'accéder à la demande de Monsieur ROUILLEAULT avec le bon sens qui le caractérise de façon permanente, je vous propose de modifier l'expression « *mythe napoléonien* », en « *l'histoire napoléonienne* ».

Qui est favorable à la modification ? Qui est défavorable à la modification ? Qui s'abstient ? Donc, je fais voter la délibération ainsi modifiée.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération modifiée est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 7 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES – ATTRIBUTION DU LABEL « EXPOSITION D'INTÉRÊT NATIONAL » À L'EXPOSITION « L'AVENTURE PHOCÉENNE. GRECS, IBÈRES ET GAULOIS EN MÉDITERRANÉE NORD-OCCIDENTALE » – CONVENTION – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. A. MOYNIER et JL. SAVY sortent de séance.

M. R. CALVAT sort de séance, le pouvoir de M. E. PENSO accordé à M. R. CALVAT est temporairement annulé.

M. A. LARUE sort de séance, le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE accordé à M. A. LARUE est temporairement annulé.

Mme V. PEREZ sort de séance, le pouvoir de Mme V. DEMON accordé à Mme V. PEREZ est temporairement annulé.

M. R. REVOL sort de séance, le pouvoir de Mme I. TOUZARD accordé à M. R. REVOL est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Affaire 7 : Site archéologique Lattara-musée Henri PRADES, attribution du label « Exposition d'intérêt national » Bernard TRAVIER.

Monsieur Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues, le Musée Lattara prépare une nouvelle exposition qui se déroulera du 23 novembre 2019 au 6 juillet 2020 « L'Aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois de Méditerranée nord-occidentale ». À ce titre, nous avons demandé au Ministère de nous attribuer le Label « Exposition d'intérêt national 2019 ». Le label est important, mais il va de pair aussi avec une subvention de 15 000 €. Le sujet de l'exposition est l'histoire de la rencontre entre les Grecs, les Ibères et les Gaulois. Et une nouvelle fois, il y aura une coproduction, si je puis dire, internationale de l'exposition puisqu'on va étudier les territoires situés entre Nice et Emporion en Catalogne. Donc nous travaillons à nouveau avec nos amis catalans des musées archéologiques de Catalogne.

Monsieur le Président

De Barcelone.

Monsieur Bernard TRAVIER

Et le musée d'histoire de la Ville de Marseille. Voilà l'objet de cette convention que nous devons passer avec le Ministère de la Culture.

Monsieur le Président

Merci Monsieur TRAVIER, je remercie Franck RIESTER, Ministre de la Culture, parce qu'il a souhaité par le courrier qu'il m'a adressé, nous attribuer 15 000 € de subvention sur cette exposition. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE FABRÈGUES – ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – ARRÊT DU PLU ET BILAN DE LA CONCERTATION – AVIS DU PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS (PDA)

Monsieur le Président

Affaire 8 : Il s'agit de la commune de Fabrègues avec l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTAUD – ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – ARRÊT DU PLU ET BILAN DE LA CONCERTATION – AVIS DU PÉRIMÈTRE DES ABORDS (PDA)

Monsieur le Président

Affaire 9 : Commune de Montaud avec l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Pas de demande de précisions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – BILAN DE LA CONCERTATION PRÉALABLE À LA CRÉATION DE LA ZAC CAMBACÉRÈS 1 BIS – MODALITÉS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE – APPROBATION

Mmes S. BOUALLAGA et V. PEREZ (avec le pouvoir de Mme V. DEMON) entrent en séance. MM. R. CALVAT (avec le pouvoir de M. E. PENSO), A. LARUE (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE), R. REVOL (avec le pouvoir de Mme I. TOUZARD) et JL. SAVY entrent en séance.

Mme B. MICHEL sort de séance.

MM. G. BALAZUN, N. SEGURA et B. TRAVIER sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 10 : Commune de Montpellier avec le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC Cambacérès. Qui demande la parole ? Monsieur PASTOR.

Monsieur Éric PASTOR

Monsieur le Président, vous faites voter ce soir le maigre bilan de la concertation préalable matérialisée par 3 observations et 4 prises de parole, dans la création de la ZAC Cambacérès 1 bis dans laquelle vous omettez sciemment de préciser que depuis le 19 novembre 2018 Monsieur le Maire de Lattes vous a fait savoir par courrier son opposition catégorique à la création d'un barreau routier au Nord de Boirargues pour desservir la Gare Sud de France sans étude circulatoire préalable. Malgré la demande de la commune de Lattes d'organiser des réunions de travail avec vos services afin de proposer à l'État un schéma commun et cohérent de desserte de cette nouvelle gare, vous n'avez pas daigné répondre ni nous tenir informés de l'avancée de ce dossier. Et pour cause, le 11 mars, vous êtes passé en force en lançant les travaux de création de ce barreau routier au Nord de la commune qui ne s'appuie sur aucun plan d'aménagement de la zone étant donné qu'aucune ZAC n'a été approuvée sur la partie Lattoise validant un tel aménagement. Pour preuve aussi le courrier que nous avons reçu nous informant de ces travaux le 12 mars, c'est-à-dire un jour après le début des travaux.

Cette construction sans fondement juridique va induire de graves dangers pour la circulation au regard des débouchés de ce barreau routier, d'un côté le quartier résidentiel de Boirargues et de l'autre l'avenue Nina Simone par le chemin du Mas Rouge qui est notoirement inadapté pour accueillir de telles foules. Pour ces raisons, la commune de Lattes luttera par tous les moyens juridiques en sa possession pour bloquer cette route et sa mise en fonction. Monsieur le Président comme vous l'a écrit le 13 mars Monsieur le Maire de Lattes, par la création de cette route sur notre commune qui la refuse tout comme nos concitoyens, plus de 500 personnes à ce jour ont signé la pétition contre la création de cette nouvelle route. Vous adressez à tous les Maires de la Métropole un message très clair, vous ne respectez plus la souveraineté des communes quand votre intérêt politique personnel vous dicte de le faire. Par vos méthodes, vous avez définitivement enterré le pacte de confiance des Maires. Aussi, je demande aux membres de cette Assemblée de voter contre cette délibération.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PASTOR. Simplement, je ne vais pas polémiquer sur le fait que le Maire de Lattes aurait pu le dire en direct. Mais cela arrive de temps en temps d'être absent des Assemblées publiques. Simplement, on a certainement oublié de vous donner la lettre du Préfet qui nous autorise à le faire et qui date du 20 février et que je tiens à la disposition de la presse évidemment. Je rappelle que nous sommes là sur une ZAC qui appartient à la Métropole, sur des terrains qui appartiennent à la Métropole et sur un sujet non pas Lattois, mais d'intérêt général qui s'appelle une gare et une gare à visée Régionale et Nationale qui se trouve au confluent de deux communes, Montpellier et Lattes, et sur le territoire de la ZAC Cambacérès qui appartient à la Métropole de Montpellier. D'accord, le Maire de Lattes vous a envoyé au feu, Monsieur PASTOR, avec un papier qu'il vous a écrit. Mais il aurait dû vous donner la lettre du Préfet parce que là, il vous a envoyé à l'abattoir.

Monsieur Éric PASTOR

Apparemment dans le dossier qui est le mien, je n'ai pas ce courrier du Préfet.

Monsieur le Président

C'est bien ce que je dis.

Monsieur Éric PASTOR

Il est malgré tout dommage que vous ne l'ayez pas fait passer.

Monsieur le Président

Mais il vous est adressé. Et je vais même vous dire mieux, je vais vous lire un de ses passages va donner à la fois le sourire et peut-être même l'eau à la bouche, sait-on jamais : « *Le déclarant peut débiter les travaux à la signature du présent récépissé conformément à l'article R214-37. Copies de la déclaration de ce récépissé seront alors adressées à la Mairie de Lattes où cette opération doit être réalisée pour un affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information* ». Donc évidemment puisque c'est ainsi, je vérifierai demain si la Mairie de Lattes a bien affiché ce document. Et je demanderai aussi à vérifier si ce document est exposé en Mairie de Lattes pour donner aux citoyens Lattois l'intégralité de l'information.

Monsieur Éric PASTOR

Très bien, on verra ce que nos différents avocats en disent.

Monsieur le Président

Mais franchement continuez à nous envoyer les avocats : miam, miam. Vous allez vous ruiner. Vous allez vous ruiner avec tous ces avocats. Allez Monsieur GRAND, allez-y. Dites-moi Monsieur GRAND, vous êtes candidat ou vous n'êtes pas candidat à la Mairie de Montpellier ?

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Pour l'instant Monsieur le Président, je voudrais poser une seule question.

Monsieur le Président

Vous ne répondez pas. Vous ne répondez pas.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Je la pose à notre collègue de Lattes.

Monsieur le Président

Vous ne répondez pas.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Je suppose qu'il y a un recours devant le Tribunal Administratif ?

Monsieur Éric PASTOR

Propos hors micro.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Donc notre collègue nous informe ou confirme, je n'en sais rien, qu'il y a un recours devant le Tribunal Administratif. Ce n'est pas complètement neutre. Attendons la réponse du Tribunal Administratif.

Monsieur le Président

Mais quand on attend, cela fait perdre du temps, vous l'avez dit vous-même tout à l'heure.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Vous vous en foutez de la gare, des gens qui prennent le train, des familles, des mamans, des papas, des enfants, hallucinant.

Propos hors micro.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, vous avez vous-même... Vous êtes arrivé en 2014. 2014-2020, enfin 2019, vous aviez largement le temps de faire l'extension de la Ligne 1. Et vous aviez le temps de faire tout ce qu'il fallait là-bas.

Monsieur le Président
Monsieur GRAND.

Propos hors micro.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Alors aujourd'hui, vous êtes comme un thon dans une cloche de verre parce que les élections arrivent. Je vous en prie.

Monsieur le Président

Mais je ne suis pas encore candidat.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Un peu de décence.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, je n'ai pas annoncé ma candidature. Vous tous les jours, vous nous annoncez une candidature derrière laquelle vous pourriez éventuellement vous positionner voire, si jamais le numéro un était défaillant, le remplacer au dernier moment.

Propos hors micro

On s'inspire à Montpellier ...

Monsieur le Président

Franchement, c'est bien joué. C'est bien joué. Vous comptez sur la faiblesse de vos partenaires. Et en plus, vous avez dit à plein de gens qui me l'ont rapporté, vous avez dit : « *Je veux absolument être le seul parlementaire de la liste* ». Cela veut dire que les députés En Marche qui font des pieds et des mains pour essayer d'être avec vous, ils vont avoir des difficultés à s'intégrer.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Monsieur SAUREL, ce sont des propos de bistrot.

Monsieur le Président

Maintenant qu'est-ce que vous avez contre les bistrots ?

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Je n'ai rien contre les bistrots.

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Mais vous êtes contre les gares, contre les bistrots, contre les gens qui prennent le train. Vous êtes contre tout. Alors, essayez d'ouvrir...

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Non, mais bon, vous avez suffisamment abaissé notre institution sans en mettre une couche de plus.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, essayez d'ouvrir un peu votre cœur. Vous voyez ? Ouvrez vos bras. Ouvrez votre cœur. Soyez fraternel. Il faut aimer son prochain. Quand on fait de la politique, il faut aimer les gens, Monsieur GRAND. Il ne faut pas être contre tout, tout le temps. Monsieur ROUILLEAULT.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Juste, je profite de l'incident qui est désagréable. Je profite de cet incident pour rappeler une belle citation de JAURÈS dans un texte.

Propos hors micro.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Non, c'est JAURÈS excusez-moi. Je suis 100 % JAURÈS. Je ne suis pas un tiers BONAPARTE. J'en profite donc pour rappeler une citation de JAURÈS qui me paraît extrêmement importante.

Monsieur le Président

Je vois les résultats.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Et qui était dans le texte adressé à la jeunesse parce que c'est effectivement la jeunesse qui est une cible importante pour nous tous : « [...], *qu'est-ce donc que la République ? C'est un grand acte de confiance. [...] c'est proclamer que des millions d'hommes sauront tracer eux-mêmes la règle commune de leur action [...]* » et « *qu'ils sauront se combattre sans se déchirer* ». Je pense qu'on a tous là-dessus à méditer. Je n'ai pas aimé par exemple ce qui a été dit sur de soi-disant explications des votes des communes sur par exemple que nous serions contre la Ligne 5 parce que certains ont voté contre, et cætera. Enfin, c'est absurde. Donc faisons de la vraie polémique quand il y a matière. Ne faisons pas de la polémique politicienne.

Monsieur le Président

Alors, je vous invite dès demain, Monsieur ROUILLEAULT, à balayer devant votre porte. Dans ce que vous venez de dire, vous l'écrivez sur le courrier officiel à tous les membres du parti auquel vous appartenez pour qu'ils arrêtent de se battre les uns les autres et qu'ils n'ont même pas de candidats pour aller aux Européennes.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Cela me va très bien.

Monsieur le Président

Alors franchement s'il y a bien des interlocuteurs à qui vous devez vous adresser en premier lieu, ce sont les vôtres.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Alors combien y en a-t-il de contre ? Alors, on va dire les noms de ceux qui sont contre l'aménagement de la ZAC : Monsieur DEWINTRE associé à Monsieur... C'est Monsieur GRAND qui a dit tout à l'heure qu'il était représentant de Madame DARDE. C'est vous ? Vous avez la même voix de loin. Alors Thierry DEWINTRE et Catherine DARDE, Jean-Pierre GRAND, Monsieur de Montaud Monsieur RAYMOND et Monsieur MEUNIER, OK, Monsieur PASTOR, Madame DONADA, Monsieur REVOL et Monsieur LARUE. Cela fait combien ? 9 non ? 9. Adopté avec 9 votes contre. Abstention ? Pardon, excusez-moi, je recommence. 9 votes contre. Combien d'abstentions ? 8 abstentions. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix.

Contre : 11 voix.

Ont voté contre : Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Pierre GRAND, M. Alex LARUE, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PASTOR, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

Abstentions : 10 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Éric PENSO, M. Éric PETIT.

Monsieur le Président

Affaire suivante. C'est quelle affaire ? C'est la 9. Monsieur MOURE, vous vous êtes abstenu ? C'est vous qui aviez signé la gare. Comment non ? Alors là, j'envoie la photo aux journalistes là-haut tout de suite. C'est vous qui aviez signé la gare Monsieur MOURE.

Propos hors micro.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, cela n'a rien à voir avec la signature de la gare.

Monsieur le Président

Comment cela n'a rien à voir ? Si, cela a à voir.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Je pense que l'aménagement qui est autour de la gare... Et j'aimerais pouvoir m'exprimer sans des bruits de volailles dans le coin là-bas. Je pense que l'aménagement extérieur à la gare...

Monsieur le Président

Il était dans OZ.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Pour les raisons qui ont été évoquées par le Maire de Lattes qui est directement concerné sur son territoire. Dans la mesure où il y a un recours au Tribunal Administratif, je m'abstiens parce que je considère effectivement que l'aménagement d'un site aussi important que la gare qui a duré déjà beaucoup trop à mon gré...

Monsieur le Président

Mais c'est vous qui l'avez fait.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Mérite une concertation beaucoup plus partagée entre tous les acteurs économiques. Et ce n'est pas la peine de vous irriter. Cela ne sert à rien du tout.

Propos hors micro.

Vous avez validé la gare, Monsieur MOURE.

Monsieur le Président

J'ai envoyé votre signature aux journalistes qui sont à La Tribune.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Envoyez ce que vous avez ...

Monsieur le Président

C'est la vérité. Vous l'avez signée. N'ayez pas honte. C'était en 2012.

AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – PROJET DE ZAC EXTENSION HIPPOCRATE – BILAN DE LA CONCERTATION – MODALITÉS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE - APPROBATION

M. B. TRAVIER entre en séance.

M. E. PETIT sort de séance.

Monsieur le Président

Alors, nous poursuivons. Affaire 10 : commune de Montpellier, bilan de la concertation ça, c'est fait. C'est l'affaire 10. Affaire 11 : commune de Montpellier pour le projet de ZAC extension Hippocrate. Qui demande des précisions ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 12 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA SERM – QUARTIER PORT MARIANNE – PARC MARIANNE ET SA FUTURE EXTENSION – AVENUE DE LA MER – PLAINE DU MAS DE CARBONNIER À MONTPELLIER – CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE À LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme B. MICHEL entre en séance.

Monsieur le Président

12 : Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SERM Quartier Port Marianne. D'ailleurs vous le savez, Monsieur MOURE puisque vous avez été interviewé par M6 comme moi.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Non, je n'ai pas été interviewé par M6.

Monsieur le Président

Cela va venir. Mardi, cela va venir.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Vous avez de mauvaise ...

Monsieur le Président

J'ai envoyé votre photo donc forcément vous allez être interpellé. Enfin pas votre photo, la photo de votre signature.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SERM. Qui demande des précisions ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 3 voix.

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

AFFAIRE N° 13 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) DAME JEANNE – OZONE HABITAT – COMMUNE DE SAINT-GENIÈS-DES-MOURGUES – CONVENTION DE PUP – CONVENTION DE REVERSEMENT À LA COMMUNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 13 : Projet Urbain Partenarial Ozone Habitat, commune de Saint Geniès des Mourgues.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 14 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) VILLA LAURENT – SCI URBAN STONE-KALELITHOS – COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE – CONVENTION DE PUP – CONVENTION DE REVERSEMENT À LA COMMUNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 14 : PUP Villa Laurent, commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 15 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) VIOLETTES ET GÉRANIUMS – LINKCITY – SNC COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ – CONVENTION PUP – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA entre en séance.

Mmes I. GIANNIEL, S. JANNIN et P. MIRALLES sortent de séance.

M. JL MEISSONNIER sort de séance, le pouvoir de Mme A. DESTAILLATS accordé à M. JL. MEISSONNIER est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Affaire 15 : PUP Violettes et Géraniums, c'est joli ça, commune de Castelnau. Contre ? Vous voulez la parole, Monsieur ROUILLEAULT.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Très rapidement juste pour me féliciter que maintenant sur l'avenue de l'Europe il y ait deux PUP sur deux terrains. Il aurait dû y avoir une ZAC sur tout ce secteur-là. Cela aurait été nécessaire. Là, il y a un début de mise à contribution des promoteurs. Je trouve que c'est extrêmement positif. Je regrette par contre que la mise à contribution n'ait pas été abondée par une quote-part de la participation à la suppression du passage à niveau, qui est juste à l'endroit où sont les deux terrains concernés.

Monsieur le Président

Bon alors, nous entrons dans le douloureux chapitre de l'élection castelnauvienne. Monsieur GRAND.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Alors le « *douloureux* », il n'y a jamais eu pour moi de douloureux chapitres aux élections de Castelnau. J'ai été élu et réélu six fois dont quatre fois au premier tour donc pas de soucis. Non Monsieur le Président, ce que je voudrais vous dire... Monsieur ROUILLEAULT, je vais vous demander quelque chose d'extrêmement simple.

Monsieur le Président

Vous êtes trop fort.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

On n'est pas au Conseil Municipal de Castelnau. Si on était au Conseil Municipal de Castelnau, je vous rappellerais, Monsieur ROUILLEAULT que si nous n'avons pas fait une ZAC sur l'ex route de Nîmes, route de l'Europe, c'est parce qu'elle n'était pas pertinente financièrement pour la Ville de Castelnau. Parce que nous n'avons pas les équipements à faire financer par cette ZAC dans les conditions prévues par la loi et que les taxes que nous aurions perçues seraient supérieures aux avantages que nous aurions pu avoir par une ZAC.

Et enfin concernant le passage à niveau, qui visiblement vous intéresse, je vous rappelle que les promoteurs, qui ont construit là où ils devaient construire, ont été gravement pénalisés parce que nous leur avons créé des obligations de retrait qui ont largement amputé la possibilité de construction des terrains. Donc je vous prie, avant de dire cela, de voir Madame le Secrétaire Général. Elle vous expliquera le dossier technique. Et là, vous pourrez vous exprimer. Merci.

Monsieur le Président

Donc vous pleurez pour les promoteurs, mais pas pour ceux qui traversent ?

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Arrêtez ! Arrêtez.

Monsieur le Président

Je constate.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Là, vous êtes dans la diffamation.

Monsieur le Président

Faites-moi un procès, j'adore. Faites-moi un procès. Je connais déjà votre avocat.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 16 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) LES LIGNIÈRES – SAS GGL AMÉNAGEMENT – COMMUNE DE BAILLARGUES – CONVENTION PUP – CONVENTION DE REVERSEMENT À LA COMMUNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 16 : Projet Urbain Partenarial Les Lignières, commune de Baillargues.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 17 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) LES GRISETTES – SAS EDYFIS PROMOTION – COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ – CONVENTION PUP – CONVENTION DE REVERSEMENT À LA COMMUNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 17 : PUP Les Grisettes, commune de Montferrier-sur-Lez.

Contre ? Abstention ? Il y a des figuiers, Michel FRAYSSE ?

Propos hors micro.

On continue la photo derrière...

Monsieur le Président

C'est parce qu'il y a des figuiers ?

Monsieur Michel FRAYSSE

Non, il y avait l'usine de fabrication des petits bonbons.

Monsieur le Président

Ah ! L'usine de fabrication des petits bonbons. Super.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

Monsieur le Président

Les Grisettes sont les plus vieux bonbons de France, avec du miel et de la mauve.

Monsieur Michel FRAYSSE

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Le miel et la mauve, ce sont des calmants, des apaisants.

Monsieur René REVOL

Il faudrait les distribuer gratuitement.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL à Grabels, il y a de belles lavandes qui sont aussi apaisantes.

AFFAIRE N° 18 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – MONTPELLIER GRAND CŒUR – SECTEUR SUD – COMÉDIE/SUD GARE – INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE DANS LE CADRE D'UNE STRATÉGIE DE RECONQUÊTE URBAINE

M. JL. MEISSONNIER (avec le pouvoir de Mme A. DESTAILLATS) entre en séance.

Monsieur le Président

18 : Commune de Montpellier « Montpellier Grand Cœur » secteur Comédie instauration d'un périmètre d'étude. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 19 : HORS COMMISSION – COMMUNE DE MONTPELLIER – QUARTIER CAMBACÉRÈS – CESSIION DE DIVERSES PARCELLES

Monsieur le Président

Affaire 19 : Madame MARION vous propose dans le cadre de l'opération Cambacérès de céder des parcelles dans le périmètre de la ZAC n° 1. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ? 1 abstention. Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Pierre DUDIEUZERE, M. Alex LARUE.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 6 voix.

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

AFFAIRE N° 20 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATIONS DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 20 : Monsieur PASTOR vous propose un certain nombre de soutien aux manifestations par le truchement de subventions. Et en particulier, nous avons la Rencontre Nationale des Missions Locales, le MECAM 2019, le 4^e Congrès Mondial de l'agroforesterie, le Congrès AEI, le 79^e Congrès de la SNFMI. Phila-France est le Congrès philatélique qui se tiendra au Parc des expositions, et avec une aide conjuguée de la Métropole et de la Région Occitanie.

Je remercie Madame DELGA pour avoir participé avec la Métropole. Le dernier rendez-vous que j'ai eu avec elle s'est fort bien passé. Cifas France 2019, Congrès SPBI, AFDA, State of The Map France 2019, Biomarker Days, Euroboron 8, Congrès de l'ANEPF, le tout pour une valeur de 66 500 €.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 5 voix.

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Chantal MARION, Mme Béatrice MICHEL.

AFFAIRE N° 21 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – PACTE MÉTROPOLITAIN D'INNOVATION – MONTPELLIER CAPITAL SANTÉ – AVENANT N° 2 À LA CONVENTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ POUR LE PROJET REDSAIM – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 21 : Pacte métropolitain d'innovation Montpellier Capital santé, c'est l'avenant n° 2 à la convention de subvention avec l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : 1 voix.
Mme Chantal MARION.*

AFFAIRE N° 22 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – APPEL À PROJETS CONJOINT MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET BPI FRANCE (BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT) – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS 2019 – CONVENTIONS – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

22 : Appel à projets conjoint Montpellier Méditerranée Métropole et BPI France, attribution de subventions. Il s'agit de subventions d'un montant global de 120 000 € cofinancées à parts égales par la Métropole et la BPI.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 23 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AGENCE DE MUTUALISATION DES UNIVERSITÉS ET ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR OU DE RECHERCHE (AMUE) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. BARTHAS-ORSAL sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 23 : Convention de partenariat avec l'Agence de Mutualisation des Universités et Établissements d'Enseignement supérieur. Pas de demande d'intervention ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 24 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CPER 2015-2016 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER POUR LE PROJET BIBLIOTHÈQUES INTER-UNIVERSITAIRES (BIU) AUX LEARNING CENTER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 24 : Il s'agit du CPER 2015-2020. C'est l'attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet des bibliothèques inter-universitaires.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : 2 voix.
Mmes Stéphanie JANNIN et Chantal MARION.*

AFFAIRE N° 25 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CPER 2015-2020 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE CHIMIE DE MONTPELLIER (ENSCM) POUR LE PROJET CAMPUS CHIMIE BALARD 2020 (CCB2020) – AVENANT À LA CONVENTION DE FINANCEMENT

M. JP. GRAND sort de séance.

Monsieur le Président

Dans l'affaire 25, Madame NAVARRE vous propose dans le cadre du CPER 2015-2020 l'attribution de subvention à l'École Nationale Supérieure de Chimie pour le projet Campus Chimie Balard à hauteur de 567 490 € et en 2018 300 000 €.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 2 voix.
M. Philippe SAUREL et Mme C. MARION.*

AFFAIRE N° 26 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES (ICC) – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU MICC 2019 – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. JABADO sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 26 : Industries Culturelles et Créatives et je me réjouis de la première pierre de l'École, l'ESMA, qui a vu le jour hier et de son Directeur Karim KHENISSI qui rassemblera 1 500 à 2 000 élèves formés pour les carrières de vidéos d'animation, de cinéma, d'images et qui vont travailler, parce que l'école est super-qualifiante, dans le monde entier.

La subvention est de 48 700 €.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : 1 voix.
Mme Chantal MARION.*

AFFAIRE N° 27 : LOGEMENT – FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT – CONVENTION DE PARTICIPATION VOLONTAIRE D'ENGIE AU FSL MÉTROPOLITAIN 2019 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame BUONO vous propose dans le cadre du Fonds de Solidarité Logement la convention de participation volontaire d'ENGIE au FSL Métropolitain 2019, 73 800 €.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 79 voix.*

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 38 LOGEMENTS SOCIAUX SITUÉS À MONTPELLIER ET SAINT JEAN DE VÉDAS – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur SEGURA, Vice-Président, construction de 38 logements sociaux situés à Montpellier et à Saint Jean de Védas. Si Monsieur SEGURA veut intervenir, il m'interrompt quand il veut.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 6 voix.
M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.*

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 116 LOGEMENTS SOCIAUX SUR LES COMMUNES DE BAILLARGUES, CASTELNAU-LE-LEZ, CLAPIERS, MONTPELLIER ET VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 29: Construction de 116 logements sociaux sur les communes de Baillargues, Castelnau, Clapiers, Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone, HLM FDI Habitat.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 4 voix.

Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 72 LOGEMENTS SOCIAUX SITUÉS À CASTRIES, MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER ET VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30 : Construction de 72 logements sociaux situés à Castries, Murviel, Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone, attribution de subvention.

Il s'agit de HLM Promologis pour un total de 64 000 €.

Contre ? Abstention ? Adopté l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

M. Sauveur TORTORICI

AFFAIRE N° 31 : RÉHABILITATION DE 313 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « LES GÉMEAUX » – 265 RUE DES ALBIGEOIS À MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT À ACM HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire 31 est reportée.

Affaire reportée.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 165 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION – RÉSIDENCE SOCIALE « LA CROIX VERTE » – 590 RUE DE LA CROIX VERTE À MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'ÉCONOMIE MIXTE ADOMA – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. JP. GRAND entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 32 : Construction de 165 logements sociaux d'insertion, résidence sociale « La Croix Verte ». Il s'agit d'une garantie d'emprunt à la société d'économie mixte ADOMA qui est l'ancien Sonacotra.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION – RÉSIDENCE « LE FRIGOULET » – RUE DE LA BILLIÈRE À COURNONSEC – GARANTIE D’EMPRUNT À L’OFFICE PUBLIC DE L’HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ACM HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 33 : Construction de 22 logements en location-accession, résidence « Le Frigoulet », rue de la Billière à Cournonsec.

Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 6 voix.

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D’UN LOGEMENT SOCIAL – RÉSIDENCE « EMBL’M » – 32 RUE DES AMARYLLIS À MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34 : Construction d’un logement social, résidence « EMBL’M », 32 rue des Amaryllis à Montpellier. Pas de demande d’intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 35 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L’EMPLOI, AIRES D’ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – FONDS MÉTROPOLITAIN D’AIDE AUX JEUNES (FAJ3M) – AIDES INDIVIDUELLES ET ACTIONS COLLECTIVES – BILAN 2018

Mme C. JABADO entre en séance.

Monsieur le Président

Madame YAGUE dans l’affaire 35 vous propose dans le cadre du Fonds Métropolitain d’Aide aux Jeunes des aides individuelles et des actions collectives. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ? Adopté l’unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 36 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – LE PASSE MURAILLE – ATELIER ET CHANTIER D'INSERTION « MÉTIERS DU TERTIAIRE ET DE LA COMMUNICATION » – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Dans l'affaire 36, toujours Madame YAGUE pour le Passe Muraille, ateliers et chantiers d'insertion « Métiers du tertiaire et de la communication ». C'est une attribution de subvention de 15 000 €.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 37 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – APPEL À PROJETS 2019 AU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 37 : Attribution de subventions avec l'appel à projets 2019 aux contrats de Ville de Montpellier.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : 1 voix.

Mme Caroline NAVARRE.

AFFAIRE N° 38 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA MISSION LOCALE DES JEUNES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE (MLJ3M) – APPEL À PROJETS 2019 AU CONTRAT DE VILLE – APPROBATION

Mme P. MIRALLES entre en séance.

M. A. LARUE sort de séance, le pouvoir de P. DUDIEUZERE accordé à M. A. LARUE est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Dans l'affaire 38 : Madame BUONO vous propose l'attribution de subvention à la Mission Locale des Jeunes de Montpellier.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 5 voix.

M. Thierry BREYSSE, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Gilbert PASTOR, Mme Annie YAGUE.

AFFAIRE N° 39 : ÉNERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ – AVENANT DE PROROGATION DE CONTRATS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 39 : Madame LLORET vous propose la concession de distribution publique de gaz, avenant de prorogation de contrats.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 40 : ÉNERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – MONTPELLIER MÉTROPOLE SOLAIRE – ADHÉSION À L'ASSOCIATION ÉNERGIES CITOYENNES LOCALES ET RENOUVELABLES (ECLR) – DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT

M. E. PETIT entre en séance.

Monsieur le Président

Dans l'affaire 40, Madame LLORET vous propose également dans le cadre de la Métropole Solaire l'adhésion à l'association Énergies Citoyennes Locales et Renouvelables. Et il s'agit là de désigner un représentant et je vous propose la candidature d'Éliane LLORET, Maire de Sussargues. Qui demande la parole ? Quelqu'un demande-t-il un vote secret ?

Donc je vous propose de vous prononcer à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Le Président propose la désignation de Madame Eliane LLORET.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée pour cette désignation. Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 41 : FINANCES – PRÉCISIONS RELATIVES AUX TARIFS – MODIFICATIONS DE LA DÉLIBÉRATION N° M2018-694 DU 21 DÉCEMBRE 2018

Monsieur le Président

Affaire 41 : Précisions relatives aux tarifs, modifications de la délibération n° M2018-694 du 21 décembre 2018. Qui demande des précisions auprès du rapporteur Max LEVITA ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

**AFFAIRE N° 42 : FINANCES – ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS 2019
À LA COMMUNE DE BEAULIEU – RÉALISATION D'UNE SALLE OMNISPORTS –
ADOPTION**

*MM. G. BALAZUN, A. MOYNIER et A. LARUE (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE)
entrent en séance.*

Mme C. MARION sort de séance.

Monsieur le Président

Dans l'affaire 42, Max LEVITA vous propose une attribution d'un fonds de concours 2019 à la commune de Beaulieu. Contre ? Madame CASSAR.

Madame Michelle CASSAR

Merci Président. Simplement bien évidemment, la commune de Pignan votera bien évidemment pour l'attribution de ce fonds de concours. Mais je voudrais avoir des précisions sur les conditions, les critères à remplir pour que l'équipement soit reconnu d'intérêt communautaire, puisque la commune de Pignan vous a adressé une demande de subvention pour un complexe sportif concernant l'équipe de football notamment, l'AS Pignan. Il faut savoir que sur ce club il y a 330 adhérents. Sur les 330, 138 adhérents font partie des communes, des villages de la Métropole et en partie pour des personnes venant de Montpellier. La seule réponse que j'ai eue, c'est : « *Votre dossier est en cours d'étude* » et aucune réponse. Les seules subventions que nous avons eues pour ce complexe sportif qui tourne autour des 4 M€ ont été une subvention de 300 000 € de la Région, de 50 000 € du District, et l'ancien Député de la 8^e circonscription, Christian ASSAF, qui nous avait alloué à l'époque une subvention, enfin une aide sur sa réserve parlementaire. Donc je comprends que c'est râpé, comme je le dirais, pour le complexe sportif. Mais Monsieur le Président, nous avons également fait une demande pour le complexe tennistique.

Monsieur le Président

Je sais.

Madame Michelle CASSAR

Et je vous rappelle vos propos, Monsieur le Président, lors d'une conférence de presse du Tournoi International de Tennis Féminin où vous disiez que sur la Métropole il y avait peu de tennis couverts, peu de terrains en terre battue. Sachez Monsieur le Président, si vous avez vu la demande de Pignan, que nous construisons deux courts couverts et que nous rénovons deux terrains en terre battue. Donc j'espère qu'on pourra bénéficier d'un fonds de concours. Et je vais rapporter les propos que vous avez dits tout à l'heure à Monsieur GRAND : « *Ouvrez vos bras, il faut être fraternel* ». Alors, sachez, Monsieur le Président, que j'ouvre grand les bras pour recevoir le fonds de concours que vous octroierez à la Mairie de Pignan. Merci.

Monsieur le Président

Mais Madame CASSAR, Madame le Maire, je ne mélange pas l'argent et les sentiments. Mais si vous me conviez à déjeuner au château, nous pourrions peut-être en discuter tranquillement.

Madame Michelle CASSAR

Monsieur le Président, sachez que nous allons accueillir bientôt les Barons de Caravètes et puisque vous en faites partie, cela sera avec grand plaisir que...

Monsieur le Président

Non, mais il y a trop de monde.

Madame Michelle CASSAR

Vous pourrez passer à Pignan et s'il le faut... Si pour bénéficier d'une subvention conséquente il faut vous inviter à déjeuner, cela sera avec grand plaisir.

Monsieur le Président

Non, mais vous savez avec Monsieur CAIZERGUES, on a l'habitude. On prend un petit plateau-repas pour travailler. Vous savez une patate bouillie et un plat de pâtes, cela me va. On ne fait pas les deux en même temps, l'une ou l'autre. Je ne fais pas partie de ceux qui aiment les ortolans. Je me contente de peu. C'est l'amitié qui compte.

Madame Michelle CASSAR

Donc on peut penser que ...

Monsieur le Président

Monsieur BREYSSE a demandé la parole. Je vous propose d'en discuter tranquillement.

Madame Michelle CASSAR

Cela fait deux questions, vous vous rappelez !

Monsieur le Président

Je n'ai pas dit non à la discussion avec vous, Madame CASSAR, jamais. Vous le remarquerez depuis le début du mandat. Je sais reconnaître le bon grain de l'ivraie. Monsieur le Maire de Beaulieu.

Monsieur Arnaud MOYNIER

Alors attendez voilà, Écoutez tout simplement pour remercier la Métropole puisqu'on a monté ce projet un peu en partenariat avec vos services. C'est un équipement qui va structurer le territoire sur le Nord-Est Montpelliérain. On est assez fier notamment avec la commune de Restinclières, mon voisin, parce que c'est quelque chose qui va profiter à tout le territoire, irriguer le territoire. C'est un très bel investissement, un très beau gymnase que nous réalisons. Et d'ailleurs pour en revenir à la discussion de tout à l'heure, ce gymnase est situé avenue Pamphile De LACROIX. Et Pamphile De LACROIX était un Général d'Empire qui habitait Beaulieu à qui appartenait le château. D'ailleurs, il a son buste rue de Rivoli avec les maréchaux.

Monsieur le Président

Alors j'ai cru comprendre que la Mairie de Saint-Christol était intéressée ?

Monsieur Arnaud MOYNIER

Oui, bien entendu.

Monsieur le Président

Et les associations de Saint-Christol.

Monsieur Arnaud MOYNIER

Saussines aussi, Saint-Hilaire, toute la Communauté de Communes de Lunel.

Monsieur le Président

Maintenant on peut même ajouter Saint-Christol et Valergues.

Monsieur Arnaud MOYNIER

Vérargues.

Monsieur le Président

Vérargues, puisqu'ils ont fusionné je crois que c'est ça ?

J'ai vu d'ailleurs des questions pertinentes posées au Sénat à ce sujet.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Si, vous avez interrogé le Sénat sur la couleur du gland frangé. Si, j'ai vu cela. Alors je l'explique aux journalistes parce que c'est un sujet complexe. Laissez-moi terminer, Monsieur GRAND. C'est la vérité. En tant que Sénateur vous avez posé au Sénat la question suivante, qui n'est d'ailleurs pas dénuée de tout intérêt – vous allez en juger : « *Dans les communes qui fusionnent est-ce que seul le Maire est habilité à porter l'écharpe bleu-blanc-rouge avec le gland doré frangé ?* » Je vous cite. Parce que l'ancien Maire devient 1^{er} Adjoint donc il a un gland qui n'est pas tout à fait doré ni frangé. Dans la question que vous posez, c'est : est-ce que dans ce cas précis le 1^{er} Adjoint a le droit de porter lui aussi le gland doré frangé ? J'ai trouvé que la question était suffisamment importante pour la République pour la noter. Cela m'a beaucoup intéressé. Oui Monsieur GRAND, vous avez la parole parce que c'est un sujet qui est passionnant.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Vous avez une façon de raconter les histoires comme vous le souhaitez.

Monsieur le Président

Allez, je vaudrais un journaliste.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Nous sommes dans une période transitoire.

Monsieur le Président

C'est cela.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Non, mais écoutez-moi. Parce que vous pouvez raconter ce que vous voulez, ce n'est pas tout à fait pareil. Nous sommes dans une période transitoire. Il y a les Maires qui sont élus de la commune fusionnée. Puis les autres Maires qui ont été élus en 2014 qui sont des Maires délégués, la question qui se pose est : est-ce qu'ils peuvent avoir vis-à-vis de leurs électeurs quand ils font un mariage et tout ça la couleur des glands d'un Maire ? Écoutez franchement, je peux vous signaler que cette question a été posée par un certain nombre de Maires. C'est vrai. Il se pose aujourd'hui le problème de la désacralisation des élus, ce n'est pas quelque chose qui renforce la démocratie locale. Alors vous pouvez plaisanter là-dessus tant que vous voulez, cette question, je vous signale, n'a pas été rejetée d'un revers de main.

Monsieur le Président

Non.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Elle n'a pas été rejetée d'un revers de main sauf qu'on m'a rappelé, ce qui est normal et on s'attendait à cette réponse, que ce n'est pas prévu par le Code d'aujourd'hui. Mais dans le cadre d'un certain nombre de tests qui arrivent à l'horizon, il y aura un certain nombre d'ajustements dans le fonctionnement de la décentralisation et de l'application des nouvelles lois qui méritent quand même qu'on y réfléchisse. C'est tout.

Monsieur le Président

J'ai vu que le rapport que vous avez fait au Sénat était extrêmement argumenté, parce que vous avez très bien argumenté votre propos.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

J'ai repris ce que demandent les Maires.

Monsieur le Président

Oui et vous en êtes donc le spécialiste.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Ça, il faut que nos collègues le sachent que dans le cadre des fusions de communes...

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec vous.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Non, mais si vous êtes d'accord avec moi alors ne tournez pas cela en dérision.

Monsieur le Président

Avouez que cela est surprenant pour quelqu'un qui nous parle toujours de l'intérêt général, de l'importance des choses, de poser une question sur le gland doré frangé. Avouez que cela peut être surprenant. En tout cas, cela nous fait sourire, mais pas plus. Alors, on en était où ? Parce qu'avec tout cela, je suis bouleversé.

Affaire 42, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 43 : RESSOURCES HUMAINES – VÉHICULES DE FONCTION 2019 – DÉSIGNATION DES BÉNÉFICIAIRES – APPROBATION

Monsieur le Président

43 : Madame ILLAIRE vous propose dans le cadre des ressources humaines la désignation des bénéficiaires pour les véhicules de fonction 2019.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 44 : CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, FÉDÉRATION DE L'HÉRAULT – « SOLID'ART 2019 » – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 44 : Affectation de subvention à l'association Secours Populaire Français pour le salon « Solid'Art 2019 » qui se déroule ce week-end. Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 45 : CULTURE – AVENANT N° 2 À LA CONVENTION POUR L'EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS DU DOMAINE D'Ô – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 45 : Monsieur TRAVIER vous propose l'avenant n° 2 à la convention pour l'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 10 voix.

Mme Lorraine ACQUIER, M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, Mme Perla DANAN, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

AFFAIRE N° 46 : CULTURE – DIRECTION DES MÉDIATHÈQUES ET DU LIVRE – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION À LA MANIFESTATION LITTÉRAIRE « PARTIR EN LIVRE 2019 » ET PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DES AUTEURS INVITÉS – APPROBATION

Mme M. CASSAR sort de séance, le pouvoir de M. J. VERA accordé à Mme M. CASSAR est temporairement annulé.

Monsieur le Président

46 : Direction des Médiathèques et du Livre, demande de subventionnement auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire « Partir en livre 2019 », prise en charge des frais de déplacement des auteurs. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 47 : CULTURE – DIRECTION DES MÉDIATHÈQUES ET DU LIVRE – CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER, L'ACADÉMIE DE MONTPELLIER ET LE RÉSEAU CANOPÉ POUR L'ORGANISATION DE LA 34^e COMÉDIE DU LIVRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. BARTHAS-ORSAL entre en séance.

M. Y. PELLET sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. G. PASTOR. Le pouvoir de M. JF. AUDRIN accordé à M. Y. PELLET est annulé.

Monsieur le Président

47 : Direction des Médiathèques et du Livre, conventions de partenariat avec la Ville de Montpellier, l'Académie de Montpellier et le Réseau Canopé pour l'organisation de la 34^e Comédie du Livre. Le pays invité est la Suisse.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 48 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LA COMMUNE DE LA GRANDE MOTTE POUR DES ACTIONS PÉDAGOGIQUES ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET LE CONSERVATOIRE MUNICIPAL

M. P. KRZYZANSKI sort de séance, le pouvoir de Mme T. DASYLVA accordé à M. P. KRZYZANSKI est temporairement annulé.

Monsieur le Président

48 : Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de La Grande Motte pour des actions pédagogiques entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et le Conservatoire Municipal. Pas d'intervention ?

Contre ? Abstention ? Adopté l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

Monsieur le Président

Dernièrement un journaliste me posait la question de savoir quelles étaient les actions décentralisées ou partenariales que nous avons avec les communes en dehors de la Métropole ; en voici une parmi beaucoup d'autres.

AFFAIRE N° 49 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ENROVOLLEY FRANCE 2019 – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ACCUEIL DE L'EUROVOLLEY À MONTPELLIER AVEC LE COMITÉ D'ORGANISATION DU CHAMPIONNAT D'EUROPE DE VOLLEY-BALL 2019 – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. CALVAT sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir. La procuration de M. E. PENSO accordée à M. R. CALVAT est annulée.

Monsieur le Président

49 : Monsieur MEISSONNIER vous propose pour l'Eurovolley France la convention de partenariat pour l'accueil de l'Eurovolley à Montpellier. Et je remercie la Région qui a financé avec nous, ainsi que le Département et son Président, Kléber MESQUIDA.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 50 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ – ORGANISATION DE LA 5^e ÉDITION 2019 – AFFECTATION DE SUBVENTION – CONVENTION D'ATTRIBUTION - APPROBATION

Mme S. JANNIN entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 50 : Trophée Taurin de Montpellier, organisation de la 5^e édition 2019, affectation de subvention. Alors, je vais vous dire ce que Monsieur MEISSONNIER propose. Il propose de réaliser le Trophée Taurin dans 11 communes qui se sont portées candidates : Saint Geniès des Mourgues, Castries, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Le Crès, Lattes, Saint Georges d'Orques, Mauguio, Lansargues et Lunel. Voilà deux autres exemples de coopération.

Donc il est proposé d'affecter aux associations métropolitaines une subvention de 3 500 € par course. Et je remercie Jean-Luc MEISSONNIER de s'occuper de ce délicat domaine. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 51 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES – CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE – ANIMATIONS ESTIVALES – DISPOSITIF ÉTÉ MOSSON 2019 – TARIFICATION - APPROBATION

M. P. KRZYZANSKI (avec le pouvoir de Mme T. DASYLVA) entre en séance.

Monsieur le Président

51 : réseau des piscines, Centre Nautique Neptune, animations estivales. Et on proposera évidemment l'ouverture de la piscine cet été. J'irai comme l'an dernier me baigner le samedi. Le bassin est exposé en plein soleil et l'eau y est très chaude et très agréable. Qui demande la parole ? Monsieur MARTIN.

Monsieur Hervé MARTIN

Merci Monsieur le Président. Si je comprends bien à travers les derniers propos que vous avez eus, cela veut dire qu'en même temps qu'il y aura ces activités organisées pour les plus jeunes habitants du Quartier de La Paillade, la piscine sera ouverte au public, c'est bien cela ?

Monsieur le Président

Comme cet été.

Monsieur Hervé MARTIN

Ça, c'est moins sûr, mais d'accord.

Monsieur le Président

Si, c'est moi qui l'ai ouverte personnellement.

Monsieur Hervé MARTIN

Une fois que c'était fermé, il a fallu rouvrir. On est d'accord.

Monsieur le Président

Non, ce n'est pas ça. En fait, les équipes de natation ont trouvé des plages horaires pour laisser disponible le mois d'août.

Monsieur Hervé MARTIN

D'accord. Donc on peut compter sur l'été prochain de toute façon.

Monsieur le Président

C'est une gestion que j'ai faite moi-même les mains dans le moteur. C'est pour cela que je suis allé me baigner avec tous les enfants de La Paillade. Un moment très agréable.

Monsieur Hervé MARTIN

Je n'en doute pas.

Monsieur le Président

Vraiment. Et mon épouse était présente, elle peut témoigner.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 52 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES – PISCINE LES NÉRÉIDES DE LATTES – OPÉRATION « LA NUIT DU SPORT » - GRATUITÉ D'ACCÈS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 52 : Réseau des piscines Les Néréides de Lattes, opération « La Nuit du Sport ». Gratuité à Lattes.

Contre ? Abstention ? Adopté l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 53 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. CASSAR (avec le pouvoir de M. J. VERA) entre en séance.

Monsieur le Président

53 : Associations et clubs sportifs, attribution de subvention, convention d'attribution.

Monsieur MEISSONNIER vous propose pour :

- L'ASPTT Tennis, 25 000 € au titre du BP 2019.
- Montpellier Funny Riders, ce sont des rollers, 1 000 €.
- L'association Montpellier GRS organisation de la Dany Cup, Tournois International de GRS qui se déroulera du 22 au 23 juin au Palais des Sports Pierre de Coubertin à Montpellier, 3 000 €.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 54 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – DISSOLUTION DU SYNDICAT MIXTE DES ÉTANGS LITTORAUX – CONVENTION DE LIQUIDATION FINANCIÈRE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION et M. JL. COUSQUER entrent en séance.

Mme E. LLORET sort définitivement de séance, laissant pouvoir à M. JL. SAVY.

Monsieur le Président

Affaire 54 : Monsieur LUSSERT vous propose la dissolution du Syndicat Mixte des Étangs Littoraux. Je lui donne la parole,

Monsieur Jean-Marc LUSSERT

Oui il s'agit de la disparition du SIEL. Aujourd'hui, 10 affaires de GEMAPI :

- Les trois premières sont sur l'item 8 : la conservation des milieux naturels et aquatiques ;
- les deux suivantes sont sur la gestion des cours d'eau ;
- et les cinq dernières sur l'étape suivante de la mise en place du PAPI de l'Étang de l'Or pour lutter contre les inondations, c'est-à-dire l'item 5.

Alors, cette première affaire : le SIEL n'est plus. Vous savez que c'était donc le Syndicat Mixte des Étangs Littoraux qui avait été créé en 1998. L'objet de ce syndicat était d'être acteur de la restauration, de la gestion des milieux aquatiques notamment de la zone Natura 2000 des Étangs Palavasiens et de l'Étang de l'Estagnol.

C'était aussi de constituer une instance représentative des intérêts des collectivités riveraines. Et donc on a annoncé à cette Assemblée l'année dernière, voire l'année d'avant, que la disparition du SIEL était programmée. En fait, le SIEL avait été porté sur les fonds baptismaux par plusieurs communes. L'apparition de la GEMAPI fait que les EPCI ont remplacé les communes. C'est pour cette raison que les agents qui étaient employés au SIEL...

Intervention hors micro.

Monsieur Jean-Marc LUSSERT

Tu veux dire que ce sont des peintures ou des étoiles, c'est ça ? Ces 5 agents ont été réembauchés par les EPCI, de Sète, notre Métropole, de l'Étang de l'Or et aussi une personne au SYBLE. L'idée était de reconduire exactement les mêmes fonctions, ce qui a été fait.

Ici, il s'agit de la convention de liquidation financière. La répartition de ce qu'il y a dans les caisses au final entre les divers EPCI que j'ai cités, avec la même clé de répartition que les participations successives de ces EPCI. À savoir que pour la Métropole, elle finançait à hauteur de 47 % donc elle récupère 47 % du résultat de fonctionnement, c'est-à-dire 28 000 €. Elle récupère 47 % du résultat d'investissement. C'est à peu près 8 700 €. Et on peut aussi dire que l'ensemble des biens du SIEL a été repris par la Métropole pour une valeur comptable de 21 195 € et que toutes ces choses-là ont été approuvées par le Comité Syndical lors de cette dernière réunion, de son dernier Conseil Syndical.

Donc il est demandé à l'Assemblée d'approuver le projet de convention de liquidation financière et c'est tout. Le SIEL n'est plus.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LUSSERT. Qui demande la parole ?

Je mets aux voix l'affaire 54. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 55 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GEMAPI – CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE DE MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE GESTION DES SITES LES SALINES DE VILLENEUVE ET ÉTANG DE VIC AVEC LE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LANGUEDOC-ROUSSILLON (CEN L-R) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 55, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 56 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GEMAPI – CONVENTION DE GESTION DU DOMAINE TERRESTRE ET MARITIME DU SITE DES SALINES DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE AVEC LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL, SÈTE, AGGLOPÔLE MÉDITERRANÉE ET LE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LANGUEDOC-ROUSSILLON (CEN L-R) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 56, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 57 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GESTION DES COURS D'EAU SUR LE BASSIN-VERSANT DE L'ÉTANG DE L'OR – PLANS DE GESTION DU SALAISON, DU BÉRANGE ET DE LA CADOULE SUR LA PÉRIODE 2019-2023 – APPROBATION ET DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES

Monsieur le Président

Monsieur PASTOR a demandé la parole.

Monsieur Gilbert PASTOR

Oui Monsieur le Président, je voudrais dire qu'on a eu le plaisir de recevoir Jean-Marc LUSSERT avec les représentants du SYMBO pour nous exposer à Castries le travail qui a été fait. Et je voulais souligner au cours de cette Assemblée la qualité du travail, le niveau de détail auquel ils sont descendus, de façon à pouvoir entretenir le cours d'eau, et plus particulièrement de la Cadoule, puisque la Cadoule est à Castries. Et il y a eu un travail absolument remarquable qui a été fait à la fois par Jean-Marc LUSSERT et par le SYMBO. Je tenais à le souligner parce qu'on est souvent prompt à critiquer les choses. Mais là, c'est absolument remarquable.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PASTOR.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 58 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GESTION DES COURS D'EAU SUR LE BASSIN-VERSANT DE L'ÉTANG DE L'OR – PLANS DE GESTION DU SALAISON, DU BÉRANGE ET DE LA CADOULE – DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 58 : Gestion des cours d'eau sur le bassin versant de l'Étang de l'Or, plans de gestion du Salaison du Bérange et de la Cadoule.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 59 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROGRAMME D’ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI) DU BASSIN DE L’OR – 2019-2024 – MISE EN ŒUVRE DE LA GEMAPI ET APPLICATION DU DÉCRET « DIGUES » POUR LES OUVRAGES DU BASSIN-VERSANT – DEMANDES D’AIDES FINANCIÈRES – APPROBATION

M. T. DEWINTRE sort de séance, le pouvoir de Mme C. DARDE accordé à M. T. DEWINTRE est temporairement annulé.

Monsieur le Président

59 : Programme d’Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du Bassin de l’Or, mise en œuvre de la GEMAPI et l’application du décret « Dignes ».

Contre ? Abstention ? Ah, pardon, Monsieur REVOL.

Monsieur René REVOL

C’est une petite remarque parce que c’est un dossier important pour tout ce secteur. Mais il faut savoir que les recommandations de diagnostic auprès des particuliers, qui sont importantes – on l’a bien connu à Grabels – ne sont efficaces que s’il y a un nouveau Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) qui est adopté par l’État sur le territoire concerné. Donc je sais que sur Pérois il y a 2 ou 3 ans le lancement du PPRI a été fait par la Préfecture. Je ne sais pas s’il a abouti. Parce qu’il faut savoir qu’une fois que le PPRI nouvelle génération est adopté, les particuliers peuvent obtenir parfois jusqu’à 50 % de subvention sur les frais de mise en sécurité de leur bien. Donc, je pense qu’il faut que notre collectivité fasse pression auprès de la Préfecture pour qu’elle accélère la mise en place des PPRI. Sur Grabels, on nous avait promis le lancement à partir de 2018. Aujourd’hui, nous n’en avons pas encore vu l’ombre. Mais c’est vrai aussi sur beaucoup d’autres collectivités et c’est lié à la diminution des effectifs de l’État comme nous l’avons vu sur un autre dossier tout à l’heure. Et donc, ce n’est pas engagé. À partir du moment où vous avez un PPRI nouvelle génération, les particuliers qui sont obligés de faire des pièces de survie à l’étage par exemple, c’est quand même un coût important, sont aidés pour cela. Je voulais souligner l’enjeu de cette pression auprès de l’État.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur REVOL.

Monsieur Jean-Marc LUSSERT

Tes remarques sont de bon aloi. C’était juste l’affaire suivante. Ce n’était pas l’affaire 59, mais ce n’est pas grave.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 60 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROGRAMME D’ACTIONS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS (PAPI) SUR LE BASSIN-VERSANT DE L’ÉTANG DE L’OR – 2019-2024 – RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ DES BÂTIMENTS EN ZONE INONDABLE – DIAGNOSTIC DE VULNÉRABILITÉ – DEMANDES D’AIDES FINANCIÈRES – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 60 : Programme d’Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) sur le bassin versant de l’Étang de l’Or, réduction de la vulnérabilité des bâtiments en zone inondable, diagnostic de vulnérabilité, demandes d’aides financières.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 61 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROGRAMME D' ACTIONS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS (PAPI) DU BASSIN DE L'OR – 2019-2024 – PROTECTION RAPPROCHÉE DE PÉROLS CONTRE LES INONDATIONS DE L'ÉTANG DE L'OR – DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES – APPROBATION

Monsieur le Président

61 : Programme d'actions de protection contre les inondations bassin de l'Or, protection rapprochée de Pérols contre les inondations de l'Étang de l'Or.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 62 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROGRAMME D' ACTIONS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS (PAPI) DU BASSIN DE L'OR – 2019-2024 – ÉCRÊTEMENT AMONT SUR LE RU DE L'AIGUE-VIVE À BAILLARGUES – DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES – APPROBATION

M. G. LANNELONGUE sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

62 : Programme d'actions de protection contre les inondations toujours sur le bassin de l'Or, écrêtement en amont sur le Ru de l'Aigue-Vive à Baillargues.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 63 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROGRAMME D' ACTIONS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS (PAPI) DU BASSIN DE L'OR – 2019-2024 – RÉDUCTION DES INONDATIONS DE LA CADOULE À BAILLARGUES – DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES – APPROBATION

Monsieur le Président

63 : Programme d'Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) du bassin de l'Or, réduction des inondations de la Cadoule à Baillargues.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 64 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE – ÉCONOMIES D'EAU – OPÉRATION AQUAMETRO – CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT (ALEC) DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. DEWINTRE entre en séance (avec le pouvoir de Mme C. DARDE).

Monsieur le Président

64 : Monsieur LUSSERT vous propose dans le domaine de l'eau potable des économies d'eau avec l'opération AquaMetro, convention d'attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (l'ALEC).

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 5 voix.

Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUÏ, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Luc SAVY.

AFFAIRE N° 65 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RESSOURCE EN EAU ET POLITIQUE AGROÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE – ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ TECHNICO-ÉCONOMIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE FILIÈRES BAS NIVEAU D'IMPACTS (FIBANI) – DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 65 : Toujours Monsieur LUSSERT, ressource en eau et politique agroécologique et alimentaire, étude d'opportunité technico-économique de développement de Filière Bas Niveau d'Impacts. Qui demande des précisions au rapporteur ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : 1 voix.

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

AFFAIRE N° 66 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DU CRÈS – CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 66 : Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la commune du Crès, convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux et Montpellier Méditerranée Métropole. Qui demande la parole ? Personne.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 13 voix.

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

AFFAIRE N° 67 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS RELATIF À LA DESSERTE DES EAUX USÉES – ZAC SAINT-ESTÈVE – COMMUNE DE PIGNAN – AVENANT À LA CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67 : Programme des équipements publics relatif à la desserte des eaux usées dans la ZAC Saint-Estève, commune de Pignan.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 68 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – CONVENTION TYPE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET UNE ASSOCIATION POUR LA MISE EN PLACE ET LA GESTION D'UN COMPOSTEUR PARTAGÉ – APPROBATION

Monsieur le Président

68 : Madame BARTHAS-ORSAL vous propose une convention type entre Montpellier Méditerranée Métropole et une association pour la mise en place et la gestion d'un composteur partagé. Qui veut demander des précisions à Valérie BARTHAS ? Personne.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 69 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA RÉALISATION DU FRANCHISSEMENT DE L'AUTOROUTE DÉPLACÉE ET ÉTUDE DU FRANCHISSEMENT DE L'AUTOROUTE EXISTANTE AVEC AUTOROUTES SUD DE FRANCE – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

69 : Il s'agit là de la convention de financement de la réalisation du franchissement de l'autoroute déplacée et étude du franchissement de l'autoroute existante avec Autoroutes Sud de France. Il s'agit de l'avenant n° 1, autorisation de signature. Qui demande des précisions auprès du rapporteur Monsieur RICO ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. C'est le pont Karl Marx qui donnera sur l'avenue Fernand Brunel et sur le pont Youri Gagarine, très belle engeance.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 70 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – PARKING CIRCÉ – CONVENTION RELATIVE À L'INSTALLATION ET AU RACCORDEMENT D'UNE SIRÈNE ÉTATIQUE AU SYSTÈME D'ALERTE ET D'INFORMATION DES POPULATIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme MH. SANTARELLI sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 70 : Il s'agit du Parking Circé, la convention relative à l'installation et au raccordement d'une sirène étatique.

Madame PEREZ ne prend pas part au vote.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 71 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX – MAISON INSALUBRE – ABANDON DE CRÉANCE - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 71 : Madame GUIRAUD vous propose un abandon de créance dans le cadre d'un litige.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 72 : HORS COMMISSION – RÉSEAU CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU) – ADHÉSION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 72 : Réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), adhésion pour une valeur de 7 000 €. C'est l'association qui regroupe de nombreuses villes du monde entier et en particulier la Ville de Madrid. Et j'ai été convié à rejoindre le réseau par la Maire de Madrid, Manuela CARMENA.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 73 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR – SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) – MODIFICATIONS STATUTAIRES RELATIVES À L'OBJET SOCIAL - AUTORISATION

Monsieur le Président

73 : Madame GUIRAUD, organisme extérieur, Société d'Équipement de la Région de Montpellier, modifications statutaires relatives à l'objet social. Qui demande la parole ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 3 voix.
M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.*

AFFAIRE N° 74 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR – SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) – PRINCIPE DE PRISE DE PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉES (SAS) PATRIMONIALE – AUTORISATION ACCORDÉE AUX REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION

Mme MH. SANTARELLI et JL. COUSQUER entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 74 : Madame GUIRAUD vous propose dans le cadre de la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (la SERM) le principe de prise de participation dans une SAS patrimoniale.

Qui demande la parole ? Oui Monsieur GRAND.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, ce dossier que vous soumettez au vote de notre Assemblée en toute fin de l'ordre du jour m'apparaît de loin comme le plus important de ce Conseil. Il engage des montants financiers de plusieurs dizaines de millions d'euros de fonds publics via la Métropole et de fonds, que pour ma part j'estime également publics, au moins pour la CDC. La Caisse d'Épargne est également associée à cette délibération. Ce montage financier de près de 54 M€ que vous proposez rien que pour la Métropole, porte sur 18 M€ avec dans un premier temps 1,40 M€ pour la création de la SAS patrimoniale, 16,60 M€ pour son plan d'affaires. Dans ce montage complexe et opaque, vous comprendrez qu'on vous pose quelques questions pour éclairer notre Assemblée, nos Conseillers Municipaux et les citoyens de la Métropole.

En premier lieu, il est essentiel que le plan d'affaires pour les cinq prochaines années soit connu et que les opérations financières soient correctement identifiées.

J'imagine que la CDC et la Caisse d'Épargne ne s'engagent pas à la légère. Nous souhaitons connaître comme certainement vous l'ont demandé également les autres partenaires, toujours la Caisse des Dépôts et la Caisse d'Épargne, le plan détaillé de rentabilité de cette opération patrimoniale pour s'assurer des équilibres des opérations. Là aussi, j'imagine que la CDC et la Caisse d'Épargne ne s'engagent pas à la légère. Je vérifierai quand même tout cela prochainement.

Je vous demande de nous garantir qu'il ne s'agit pas là d'un montage financier au titre des équipements complexes prévus dans la SAS destiné à compléter les 20 M€ déjà votés par la Ville et la Métropole pour financer votre projet de stade de foot sans solliciter notre Assemblée avant les élections municipales.

Je vous demande de nous préciser si à partir de cette *holding* et de sa cascade de sociétés de projets qui échapperont à tout contrôle de notre Assemblée, l'une d'entre elles sera constituée sous une autre forme juridique permettant de rendre compatibles les exigences juridiques, financières et partenariales entre les investisseurs privés du stade qui souhaiteraient rester majoritaires et la Métropole, investisseur public via la SERM et ses sociétés satellites.

Je vous demande de nous assurer que ce montage financier opaque ne concerne pas plus directement la gestion de la SERM. On peut légitimement se poser la question sur la vraie motivation de créer une SAS, de lever massivement des fonds pouvant être destinés à des montages fiscaux et financiers pour remonter, comme on le dit dans le jargon, dans la *holding* des opérations de la SERM.

Monsieur le Président

C'est vous qui êtes opaque. C'est écrit dans la délibération. Tout est écrit dans la délibération. Vous ne l'avez pas lue ? « *La SERM interviendra comme constructeur des futurs investissements dans le cadre de contrats de promotion immobilière ou de vente en l'état futur d'achèvement pour le compte des sociétés de projet et de la SAS patrimoniale* ». Ce sont des bureaux.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

C'est très imbécile à y être.

Monsieur le Président

Mais Monsieur GRAND, vraiment.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Vous nous prenez vraiment pour des imbéciles.

Monsieur le Président

Mais il faut que vous dormiez un peu la nuit. Arrêtez de songer à moi. Je ne suis pas un sujet de rêve. Rêver d'autres personnages plus fantasmagoriques, mais arrêtez de rêver, arrêtez de faire une fixation. Alors, qui demande la parole ?

Monsieur Jean-Pierre GRAND

J'attends une réponse.

Monsieur le Président

C'est la délibération qui vous répond. Vous ne l'avez pas lue.

Qui est contre ?

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Attendez.

Monsieur le Président

Vous rêvez, c'est ce que je dis. Vous rêvez.

Alors, je recommence. Qui est contre ? 5 contre. Qui s'abstient ? 4 abstentions. Adopté.

Donc, je recommence le vote. Qui est contre ? Je refais le vote. Monsieur GRAND, je refais le vote. Qui est contre ? 5 contre. Qui s'abstient ? 4. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 7 voix

Ont voté contre : Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Pierre GRAND, M. Alex LARUE, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : Mme Carole DONADA, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PASTOR, M. Joël RAYMOND.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : 3 voix.
M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.*

AFFAIRE N° 75 : HORS COMMISSION – MODIFICATION – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE MISSION ET DE REPRÉSENTATION DES AGENTS ET DES ÉLUS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, AINSI QUE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET D’ACCUEIL DE PERSONNALITÉS EXTÉRIEURES INVITÉES

Monsieur le Président

Affaire 75 : Modification, prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole.

Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adopté à l’unanimité.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité des voix exprimées.

Pour : 85

Contre : 0 voix.

Abstention : 0 voix.

Ne prend pas part au vote : 0 voix.

AFFAIRE N° 76 : HORS COMMISSION – RÉGIME INDEMNITAIRE – PRIME SEMESTRIELLE – APPROBATION

M. R. REVOL sort définitivement de séance, le pouvoir de Mme I. TOUZARD accordé à M. R. REVOL est annulé.

Monsieur le Président

Affaire 76 : Madame ILLAIRE vous propose une prime semestrielle dans le cadre du régime indemnitaire. Qui demande des précisions auprès du rapporteur, Régine ILLAIRE ?

Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 77 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE – MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Dernière affaire de l’ordre du jour. Je commençais à être chaud. L’affaire 77 : Commissions du Conseil de Métropole, modification et approbation. C’est à la suite des nouvelles demandes. Il convient de mettre à jour le tableau des Commissions. Pas de demande d’intervention ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adopté à l’unanimité.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Monsieur le Président

Chers collègues, merci pour ce beau Conseil de Métropole.

L’ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h45.